

**GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG**

# **FONDS DE RENOVATION DE LA VIEILLE VILLE**

---

Etablissement public créé par la loi du  
29 juillet 1993

---



## **RAPPORT D'ACTIVITES ET COMPTES ANNUELS 2002**

# Table des matières

I. Généralités	2
II. Organisation du Fonds	4
III. Travaux du Fonds	6
IV. Recherches historiques et archéologiques	56
V. Autres regards sur le Fonds	84
VI. Annexe : loi du 29 juillet 1993	88
VII. Comptes annuels	92

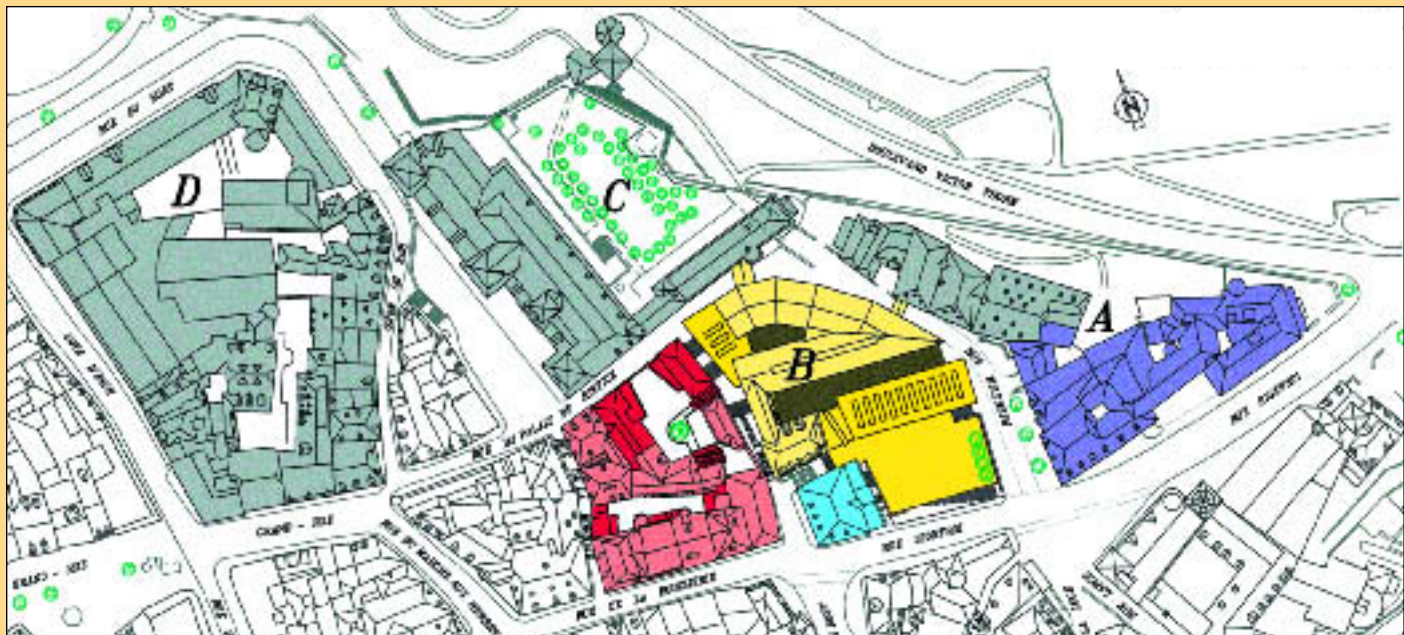
Rapport de révision

Bilans aux 31 décembre 2002 et 2001

Comptes de profits et pertes pour les exercices  
clôturés aux 31 décembre 2002 et 2001

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2002

### Les quatre îlots A, B, C et D, dont le Fonds a en charge la rénovation



# Généralités

## Statut et organisation du Fonds

L'établissement public dénommé ci-après le «Fonds» est placé sous l'autorité du Ministre des Travaux Publics qui rend annuellement compte de sa gestion à la Chambre des Députés. Sa gestion financière est soumise au contrôle de la Cour des Comptes.

Le Fonds est constitué pour une durée de dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création d'un Fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg<sup>(1)</sup>. Il est dissous soit de plein droit par l'expiration du temps pour lequel il a été formé ou par la consommation de l'opération qu'il avait pour objet, soit par décision du comité directeur approuvée par le Ministre des Travaux Publics et le Ministre des Finances.

## Mission du Fonds

Le Fonds a pour mission la rénovation, en totalité ou en partie, de quatre îlots d'immeubles du quartier dit de la Vieille Ville à Luxembourg, dénommés A, B, C, D. La mission comprend principalement la restauration, la transformation, la construction ou l'adaptation d'immeubles ainsi que l'aménagement des alentours.

Les opérations à réaliser par le Fonds sont reconnues d'utilité publique.

L'Etat est autorisé à céder au Fonds les immeubles qui lui appartiennent dans les îlots précités. Les autres propriétaires des immeubles des îlots concernés peuvent soit participer à la

réalisation de la mission conférée au Fonds, soit lui céder leurs propriétés au prix du jour sans que toutefois il soit tenu compte d'une augmentation de valeur pouvant résulter des aménagements projetés ou réalisés par le Fonds.

## Organes et administration du Fonds

Le Fonds est administré par un comité directeur de 8 membres, dont le mode de désignation est défini par les articles 9 et 10 de la loi modifiée du 29 juillet 1993.

Les décisions du comité directeur sont soumises à l'approbation du Ministre des Travaux Publics, l'accord du Ministre de la Culture étant requis pour toute question d'ordre esthétique, historique et archéologique.

Le texte intégral de la loi figure en annexe du présent rapport.

<sup>(1)</sup> Loi du 20 décembre 2002 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat

Art. 42: Modification de la loi du 29 juillet 1993 portant création d'un Fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg

L'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> alinéa de la loi du 29 juillet 1993 portant création d'un Fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg est remplacé par le texte suivant: «le Fonds est constitué pour une durée de quinze ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi».

## II.

### 1. Comité directeur

***Président:***

**Fernand PESCH**

administrateur général du Ministère des Travaux Publics

***Membres:***

**Roland BALDAUFF**

directeur honoraire de l'Administration des Bâtiments Publics

**Fernand OTTO**

directeur de l'Administration des Bâtiments Publics

**Georges CALTEUX**

directeur ff du Service des Sites et Monuments Nationaux

**Serge HOFFMANN**

inspecteur des finances 1<sup>re</sup> classe à l'Inspection Générale  
des Finances

**Jean HORGER**

architecte directeur honoraire de la Ville de Luxembourg  
représentant de la Ville de Luxembourg

**Daniel MILTGEN**

conseiller de Gouvernement 1<sup>re</sup> classe au Ministère du Logement  
jusqu'au 10 juin 2002, remplacé à partir du 11 juin 2002 par

**Christian NOEHL**

architecte, représentant du Ministère des Classes Moyennes,  
du Tourisme et du Logement

**Paul REILES**

directeur du Musée National d'Histoire et d'Art

# Organisation du Fonds

---

Conformément à la loi organique du Fonds, le comité directeur opère sous l'autorité et la responsabilité politique du Ministre des Travaux Publics.

## 2. Secrétariat

**Patrick PERLIC**

inspecteur principal

au Ministère des Travaux Publics

**Gilbert SCHMIT**

conseiller de direction 1<sup>re</sup> classe

au Ministère des Travaux Publics

**Isabelle HELLENBRAND**

secrétaire dactylo

## 3. Collaborateurs du Fonds

**Pierre KIEFFER**

architecte chef de projet

**Walter DE TOFFOL**

coordinateur îlot B (MNHA, projet d'habitation phase 2, maison Gëlle Klack), îlot A

**Isabelle YEGLES-BECKER**

archéologue, historienne

**Olga MENDES**

secrétaire dactylo

**Huu VAN DANG**

assistant technicien CAD

## 4. Chargés d'études

**ARCO ARCHITECTURE COMPANY**

architectes

**CHRISTIAN BAUER ET ASSOCIES**

architectes

**Alain LEER**

architecte

**Arlette SCHNEIDERS**

architecte

**GEHL JACOBY & ASSOCIES**

ingénieurs-conseils s.à.r.l.

**RMC CONSULTING**

ingénieurs

**S&E CONSULT**

ingénieurs

**TECNA**

ingénieurs-conseils

**Andréa WEIER**

architecte paysagiste

## 5. Réviseur d'entreprises

**BDO Compagnie Fiduciaire**



CHAPITRE

---

# III.

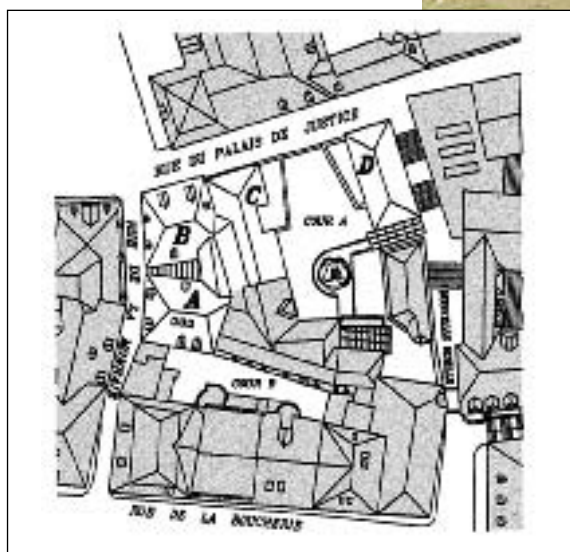


# Travaux du Fonds

## INTRODUCTION

Le quartier de la Vieille Ville de Luxembourg est unique : ruelles à caractère ancien, espaces publics intimistes, vues panoramiques sur les villes basses et la rivière l'Alzette. Vivre dans un cadre aussi prestigieux, dans le calme et à l'abri du trafic, à deux pas de l'animation de la Grand-rue, aucun autre quartier de la ville ne peut l'offrir.

Malheureusement il y a quelques années, le diagnostic porté sur la Vieille Ville était sans équivoque : forte diminution du nombre d'habitants, perte de vitalité,



**Les premières rénovations d'habitat achevées :  
la phase 1 de l'îlot B, rue du Palais de Justice-  
rue de la Monnaie**

extension des institutions publiques et privées  
toujours en manque de surfaces et cela au  
détriment de l'habitat et des rez-de-chaussée  
commerciaux.





**Rue de la Monnaie: rénovation**



**Rue du Palais de Justice: neuf (détail)**

Un des résultats de cette évolution avait aussi pour conséquence que ces institutions n'étaient pas nécessairement bien logées, ayant de la peine à se développer eu égard à la réglementation contraignante d'un secteur protégé. Les maisons d'habitation étaient détournées de leur usage premier et restaient inoccupées le soir.

Un quartier vidé de ses habitants ne se défend plus, il subit les bruits nocturnes engendrés par une concentration disproportionnée de restaurants et de cafés, et les animations épisodiques induites par le passage massif de touristes.

La mission du Fonds de Rénovation de la Vieille Ville s'étend sur les quatre îlots qui forment la partie nord de la Vieille Ville. Peu après sa création, le Fonds est devenu propriétaire des immeubles qui lui ont été cédés par l'Etat. Avec l'acquisition en 1999 de l'ancienne clinique Saint-Joseph, il est désormais seul propriétaire de l'îlot A et propriétaire majoritaire dans les îlots B, C et D.

Cela lui donne la possibilité d'engager des opérations d'envergure et de chercher des solutions originales aux problèmes posés pour un quartier ancien, ce que des projets isolés ne permettraient pas de réaliser.

Au terme de la mission du Fonds, les quatre îlots étant rénovés, l'impact de la vie sur le quartier ne manquera pas de se faire sentir. La fonction de l'habitat sera consolidée, la mixité des fonctions rétablie et la vocation culturelle de la Vieille Ville renforcée.

Par son ampleur, ce renouveau pourrait donner au quartier une vocation nouvelle, une spécificité dans la ville : quartier des arts, des antiquaires par exemple, en symbiose avec la nouvelle image du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA), faisant contraste avec l'aspect plus marchand de la ville haute.

Suite à l'aboutissement de plusieurs années d'études et de recherches pour définir les programmes appropriés, l'élaboration des projets et l'inventaire du patrimoine historique et architectural du tissu jusqu'alors peu exploré, l'année 1999 a été décisive avec l'ouverture de deux importants chantiers : celui du MNHA et de l'îlot Zinnen (l'îlot B).

Le Fonds a poursuivi, en 2002, les travaux dans l'ILOT B pour une part, aboutissant à l'achèvement des travaux neufs et de rénovation de la phase 1 du projet d'habitation, ainsi que d'autre part les travaux architecturaux (en juin 2002) et muséographiques (en novembre 2002) du MNHA. Cela a permis, à la fin de l'année 2002, de voir se concrétiser comme prévu les résultats de la politique de rénovation que le Fonds a mise en œuvre pour contribuer à la revitalisation du plus ancien quartier de la ville haute de Luxembourg.

En ce qui concerne l'ILOT A, l'état d'avancement du projet de logements dans l'ancienne clinique Saint-Joseph permettra de mettre en chantier, dès la libération des locaux de la clinique début 2003 par l'administration du MNHA relogée dans la nouvelle partie



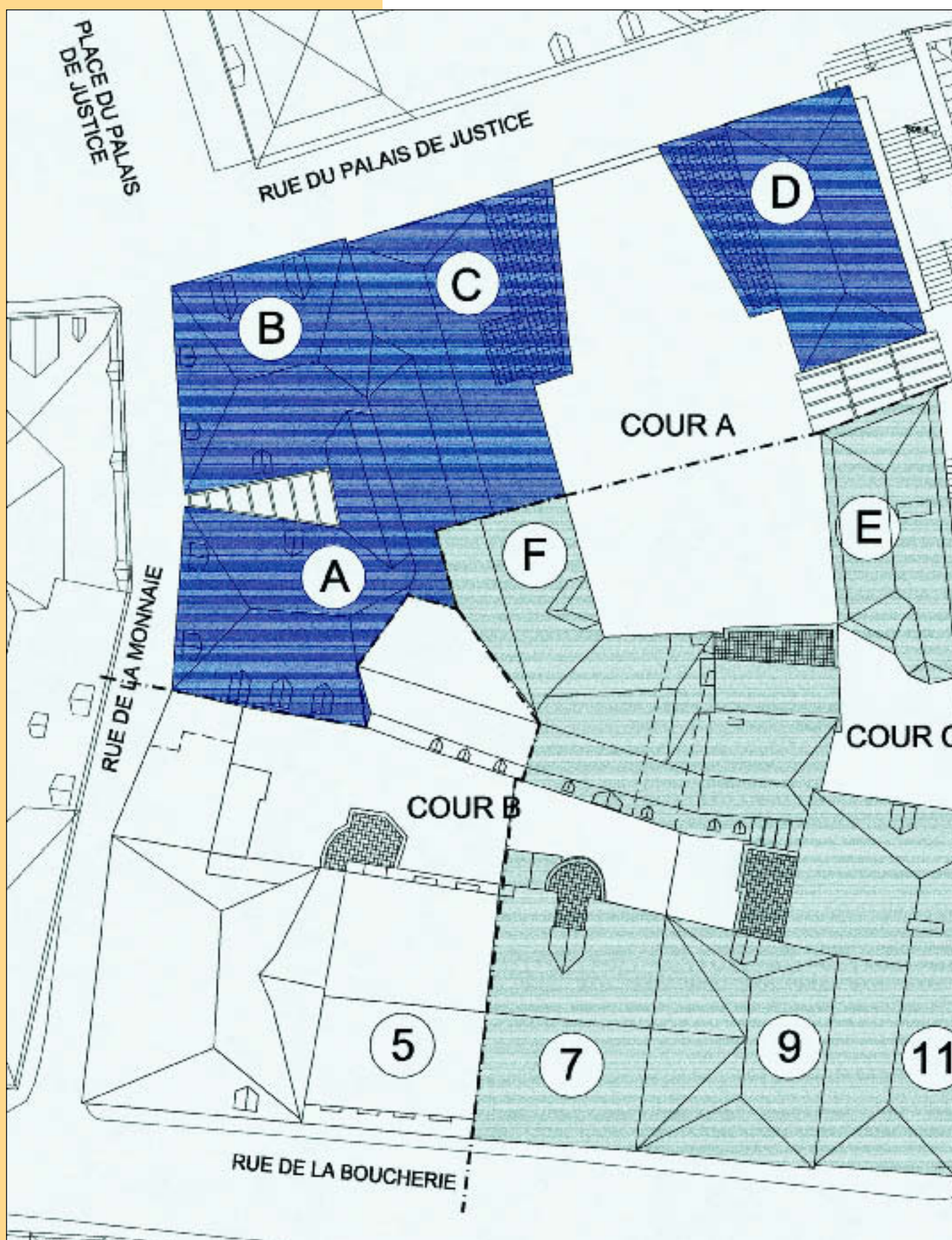
**Hall d'entrée, rue de la Monnaie**

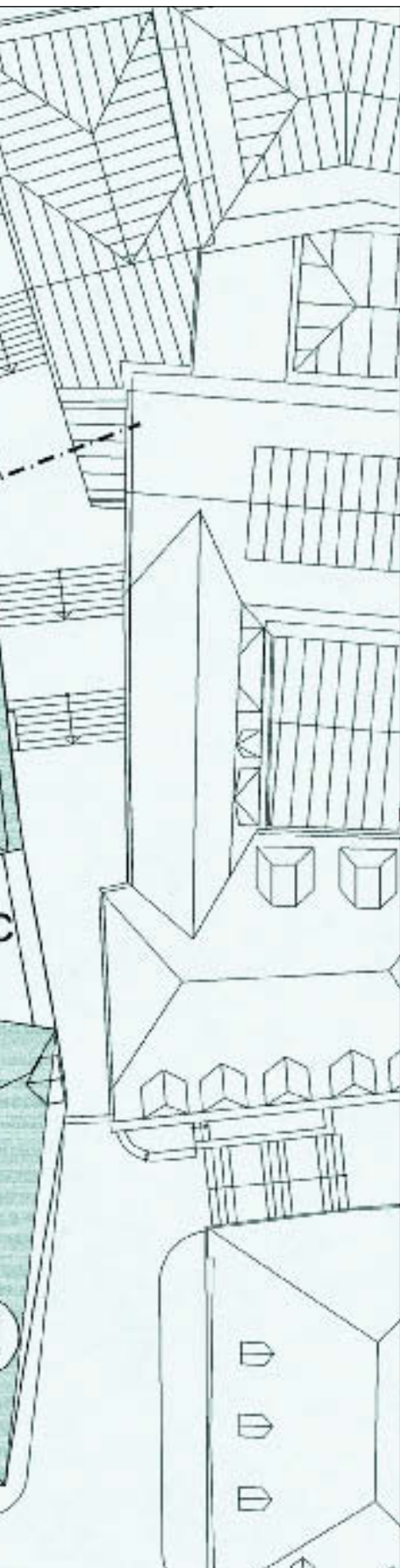
administrative du musée achevée et d'autres sites prévus à cet effet, la deuxième phase de logements et de commerces dont la réalisation est confiée au Fonds. Par ailleurs, la décision a été prise de maintenir le Conseil d'Etat dans ses anciens locaux qui seront rénovés et agrandis à l'horizon de 2006.

Dans l'ILOT C se sont achevés les travaux d'installation de la centrale de cogénération qui alimente désormais en énergie non polluante les parties de l'îlot B achevées en 2002 (MNHA et projet d'habitation phase 1) ainsi que l'îlot C (Palais de Justice) et desservira dans le futur les îlots A et D au fur et à mesure de leur achèvement.

En ce qui concerne les immeubles de l'îlot D dont il est propriétaire, le Fonds a commencé en 2002 la préparation du concours d'architectes en vue de leur nouvelle affectation à destination d'habitations, de bureaux et de commerces.







## ILOT B: Le projet d'habitations

C'est au début de l'année 1999 que la Ville de Luxembourg a approuvé le Plan d'Ensemble de Construction (PEC) élaboré par l'architecte Arlette Schneiders pour la partie ouest de l'îlot B phases 1 et 2 situées entre la rue de la Boucherie, la rue de la Monnaie, la rue du Palais de Justice et le MNHA.

*Rappelons ici les points forts du projet du concours concernant cette partie, qui consistent*

- en la démolition de plusieurs salles ayant appartenu au MNHA et
- en leur substitution par des maisons à usage d'habitation et commercial
- en l'ouverture de la grande cour intérieure vers la rue du Palais de Justice, permettant ainsi de transformer cette rue sombre en une rue ensoleillée
- en la création d'un passage public (passage Gëlle Klack) traversant l'îlot, situé entre les maisons D, E, la cour C et la maison n° 11, rue de la Boucherie du projet d'habitation et le MNHA, permettant ainsi de relier à pied la rue du Palais de Justice à la rue de la Boucherie
- en l'aménagement des trois cours intérieures de l'îlot (cours A, B et C) en vue de la création d'espaces privatifs communs aux habitations et
- en le regroupement des arrière-maisons, ancrant ainsi le projet dans le plan d'urbanisme qui fixe les règles de l'aménagement futur de l'îlot.

L'autorisation de principe pour l'ensemble du projet d'habitation avait été donnée par la Ville en avril 1999.





**Hall d'entrée, rue de la Monnaie :  
l'escalier sous verrière**

## Phase 1

**(maisons A, B, C et D, rue de la Monnaie-rue du Palais de Justice)**

### **Rappel des principaux travaux des années 2000 et 2001**

Suite aux travaux de déblayement qui avaient commencé en octobre 1999 pour s'achever en mars de l'année suivante, l'année 2000 avait été consacrée aux travaux de reconstruction et de rénovation des maisons A et B, qui dessinent l'angle rue de la Monnaie-rue du Palais de Justice, tandis qu'étaient menés en parallèle les travaux de gros-œuvre des nouvelles maisons C et D, rue du Palais de Justice, ainsi qu'une intervention d'envergure de travaux de reprise en sous-œuvre des murs existants des caves et de la consolidation des voûtes, en vue de leur adaptation à leur fonction de parking pour les habitations situées rue du Palais de Justice.

Cet aménagement de parking de type garage à palettes, qui héberge 19 emplacements pour voitures individuelles au total, soit chaque fois 5 voitures superposées par voûte, a nécessité une intervention lourde en vue de la consolidation des voûtes des caves, des reprises en sous-œuvre ayant dû être effectuées pour la réalisation de fosses pour dégager l'espace nécessaire à l'installation technique du parking.

Les travaux d'aménagement du parking ont été achevés en 2001.



**Vues intérieures des appartements rénovés  
sous comble**



## Travaux de gros-œuvre

L'ensemble du gros-œuvre de l'opération avait été réalisé en 2000, ainsi que les toitures des maisons A et B, refaites entièrement, à l'exception de la charpente principale, restaurée. Apparente, elle confère un caractère exceptionnel à ces parties sous comble qui servent désormais d'habitation.

## Maison A

Le gros-œuvre fermé avait été réalisé en 2000 à l'exception des travaux concernant les fenêtres, réalisés en 2001.



## Maison B

Les travaux de gros-œuvre, le nettoyage et la consolidation des murs extérieurs avaient été réalisés en 2000, comme pour la maison A.

## Hall et cage d'escalier communs des maisons A, B et C

Les trois maisons sont desservies par un hall et une cage d'escalier communs, généreusement éclairés par une verrière zénithale.

Le projet initial prévoyait de conserver l'escalier datant du XIX<sup>e</sup> siècle, ce qui s'est avéré impossible du fait de son mauvais état de



conservation. Il a été remplacé par une cage d'escalier ouverte qui comprend des volées en béton vu. Le garde-corps est en bois de hêtre et le sol est recouvert d'un dallage en pierre bleue, dans l'esprit du respect du caractère historique de la rénovation.

#### Détails du travail de finition dans les logements



#### Travaux de second œuvre

Suite au lancement des soumissions du second œuvre de la phase 1 en 2000, ont été réalisés en 2001 les lots charpente, menuiseries extérieures, toiture, menuiseries métalliques, verrière de la cage d'escalier commune et les plâtreries.

Après achèvement de ceux-ci comme prévu au planning, les appartements rendus habitables, les maisons ont été mises en vente aux enchères.

## Travaux réalisés durant l'année 2002

### Travaux de finition extérieurs

Ont été achevés en début d'année 2002 les travaux d'enduit des façades ainsi que le revêtement en pierre bleue de l'escalier d'accès à la maison D.

### Travaux de finition intérieurs

Après la vente aux enchères des maisons C et D les 28 et 29 juin 2001, rue du Palais de Justice, les occupants ont pu s'installer dans les logements au mois de février 2002 suivant le planning. Deux appartements du bâtiment D ont été occupés en avril 2002, suite à un léger retard sur le planning des travaux, dû aux intempéries de la fin 2001, qui avaient retardé la réalisation de l'accès à ces appartements.

Le Fonds a réalisé à l'occasion de la vente aux enchères une plaquette «Vivre dans la Vieille Ville», énumérant le nombre d'appartements et de commerces ainsi que leurs surfaces et plans respectifs, cela afin de permettre aux acquéreurs potentiels une meilleure appréhension des lieux.

A également été organisée une visite sur place en état futur d'achèvement.

### Aménagement de la cour A

Le Fonds a confié l'aménagement de la cour à la paysagiste Andréa Weier, qui a élaboré un concept paysagé, lequel est réalisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux de la phase 1 et de la phase 2 du projet d'habitation.

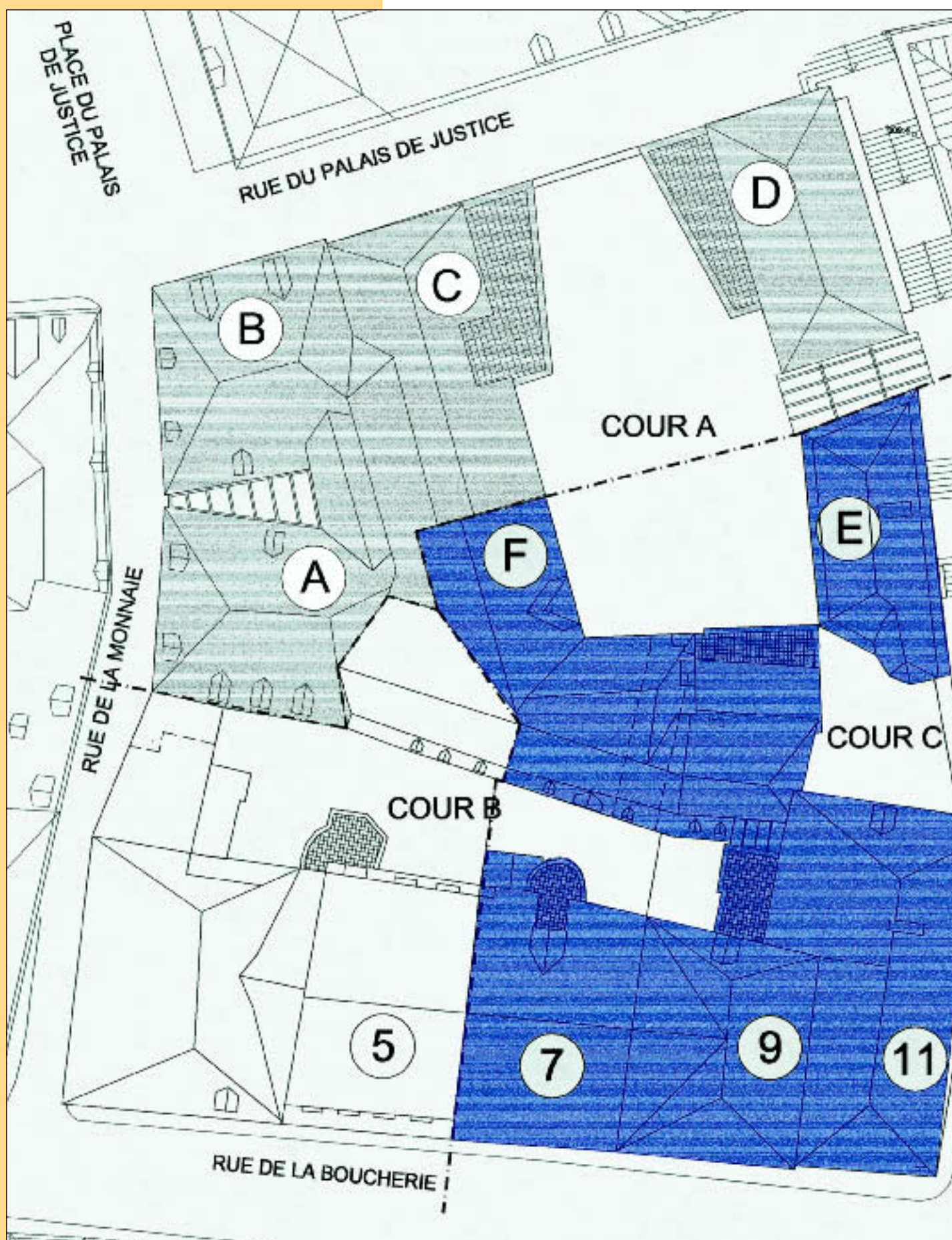
La partie de la cour correspondant aux maisons A, B, C et D, terminées en 2001, a été réalisée en 2002 et achevée au mois de juin.

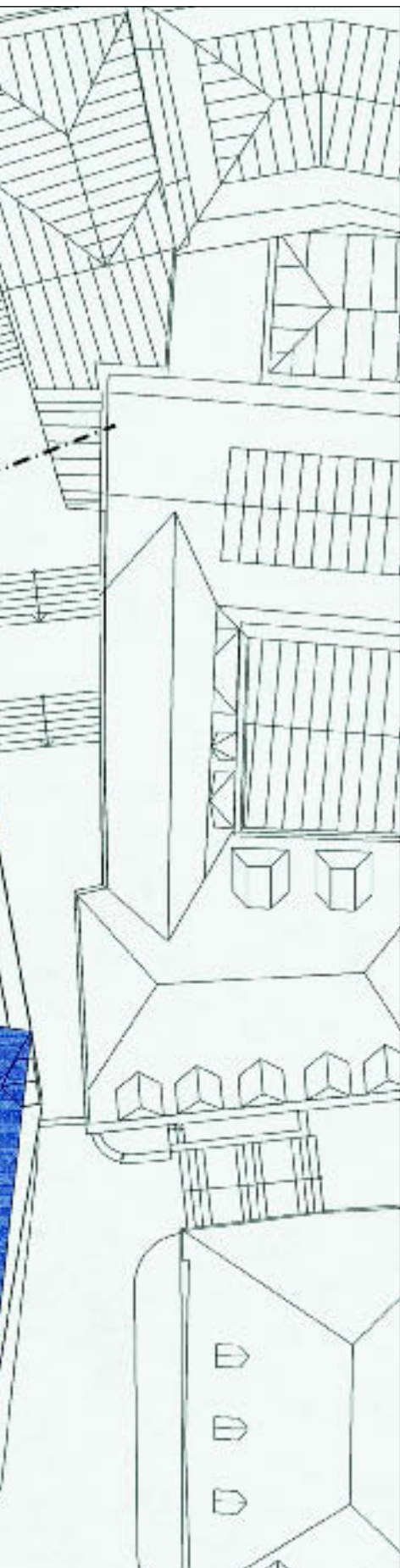
La paysagiste a choisi comme type de végétation ornementale des buis ainsi que des Petites Pervenches (Vinca Minor), à feuillage persistant, disposés en plates-bandes. Celles-ci sont délimitées par des bordures en tôle galvanisée. Le revêtement d'ensemble de la cour est en gravillon, l'évacuation de l'eau étant assurée par drainage. La cour est traversée par un cheminement piéton en pierre bleue, en référence au dallage des parties publiques intérieures des maisons.

#### L'aménagement paysagé de la cour A









## Phase 2

### **(maisons 5, 7, 9 et 11, rue de la Boucherie)**

Un coordinateur général a été désigné par le Fonds. Sa mission consiste à veiller au bon avancement des travaux et à garantir le respect des délais et du budget imparti.

### **Rappel des adaptations du projet**

Le projet du concours englobait initialement l'ensemble des maisons de la rue de la Boucherie.

Mais une restructuration des plans tels que prévus au concours s'est avérée nécessaire. En effet, le Fonds n'a pu acquérir les maisons n<sup>os</sup> 3 et 5, rue de la Boucherie comme prévu en 1999, n'ayant pas trouvé un accord avec les propriétaires de ces maisons. Ce changement au projet initial ampute la réalisation d'une partie de la cour intérieure B comme envisagé.

Il s'est ensuivi que le regroupement des arrière-maisons n'a pu être réalisé comme initialement prévu.





## **L'arrière-maison F, dite maison F**

La maison F donne désormais sur la cour intérieure plantée de l'îlot. Elle est composée d'un duplex et d'un appartement avec mezzanine et terrasses. Leur accès se fait par la cour C.

Les deux appartements de l'arrière-maison du n° 7, rue de la Boucherie ont chacun une entrée séparée accessible par la cour A ainsi qu'un escalier intérieur individuel.



## **La maison E**

Suite à une demande plus importante de logements de moyenne importance, le Fonds a demandé à l'architecte de revoir la répartition des surfaces de logement. Ainsi deux duplex de 76-85 m² env. remplacent-ils l'habitation unifamiliale initialement prévue dans la maison E.

Le duplex inférieur sera desservi comme initialement prévu, tandis que le duplex supérieur sera accessible par l'escalier extérieur de la maison D.



**Travaux de rénovation en cours dans la phase 2 du projet d'habitation du Fonds**

## **Changements liés aux découvertes archéologiques**

Une voûte gothique (voir chapitre «Recherches historiques») a été découverte lors des travaux de déblayement au n° 7, rue de la Boucherie.

Le Fonds a demandé à l'architecte de déplacer l'escalier initialement prévu dans cette partie afin



de mettre en valeur la substance historique. Aussi, la descente à la cave, à destination commerciale, est-elle désormais prévue dans la partie gauche du sous-sol qui comprend une simple voûte en plein-cintre. Ce changement implique une modification à l'autorisation de bâtir.

## Avancement des travaux

### Maisons n<sup>os</sup> 7 et 9 rue de la Boucherie et arrière-maisons E et F

#### Rappel des principaux travaux de l'année 2001

##### Les travaux de gros-œuvre

Les appels d'offre pour les travaux de gros-œuvre et de toiture avaient été lancés durant l'été 2001 et les travaux de déblayement et de gros-œuvre commencés en septembre 2001. Les travaux de déblayement avaient été terminés en 2001.

Des travaux de consolidation préalables au début des travaux s'étaient avérés nécessaires du fait du mauvais état des murs porteurs, les murs de refend étant pour leur part désolidarisés des façades avant. Cela a impliqué leur consolidation, ainsi que l'ancrage de la façade.

L'ensemble des murs, plus épais à l'étage sous toiture qu'aux étages inférieurs, risquant de constituer un problème de poids et de descente des charges, devront pour leur part être démolis et remontés.

Au niveau des caves, le mur mitoyen entre les maisons n° 9 et n° 11 a dû être étançonné du fait de pierres d'appareillage désolidarisées.

Ces imprévus constituent des problèmes courants inhérents à la rénovation en tissu ancien. Ils ne peuvent malheureusement être constatés qu'au début de la réalisation des travaux. Ils ne devraient cependant pas entraîner de retards dans le planning général des travaux.

## Travaux réalisés durant l'année 2002

### Les travaux de gros-œuvre, de charpente et de toiture

Ont été réalisés les travaux de gros-œuvre ainsi que les travaux de stabilisation dus à la mauvaise substance du bâti constatée en 2001.

Les travaux de charpente et de toiture des maisons E et F ont été réalisés. Les fermes de la charpente de la maison E ont été conservées, des chevrons neufs posés en vue d'augmenter



la qualité de cette partie sous toiture désormais destinée à l'habitation.

Les travaux de gros-œuvre sont en cours pour les maisons n<sup>os</sup> 7 et 9, rue de la Boucherie. Les façades avant, désolidarisées, sont en cours de travaux de stabilisation et de renforcement; les planchers anciens sont conservés et consolidés par des dalles collaborantes, l'ensemble chape armée-structure bois des

planchers formant une unité de grande stabilité mariant les avantages techniques de stabilisation des planchers anciens à une finition contemporaine esthétiquement satisfaisante.

Les travaux de charpente sont également en cours. La forme des toitures actuelles est conservée à l'identique, selon un projet de réaménagement du XIX<sup>e</sup> siècle.

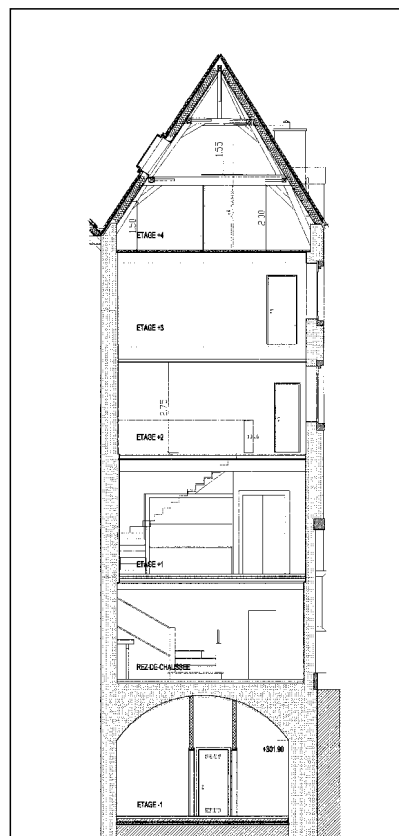


**Cheminée ancienne conservée,  
rue de la Boucherie**



Si la destination commerciale initialement prévue au projet est maintenue au rez-de-chaussée, tant rue de la Boucherie que du côté passage Gëlle Klack, la réorganisation des étages permet désormais d'intégrer ces éléments à caractère patrimonial. Aussi le Fonds a-t-il présenté les

Madame la Ministre de la Culture a ainsi pu satisfaire à la demande de conservation des éléments historiques de la maison n° 11, rue de la Boucherie posée lors d'une question parlementaire.

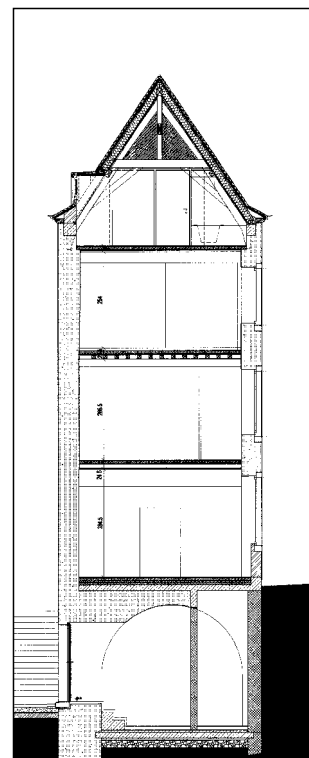
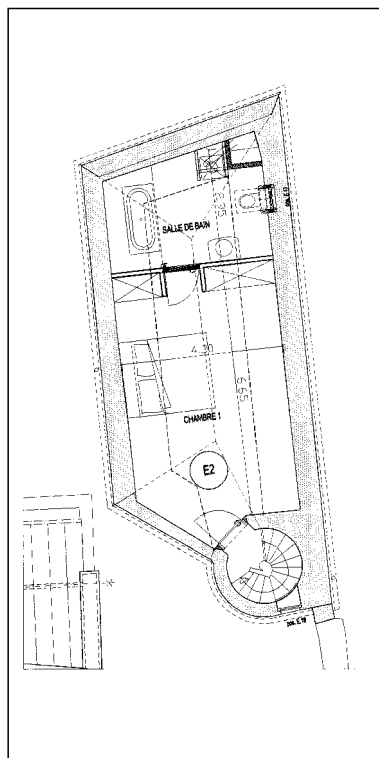
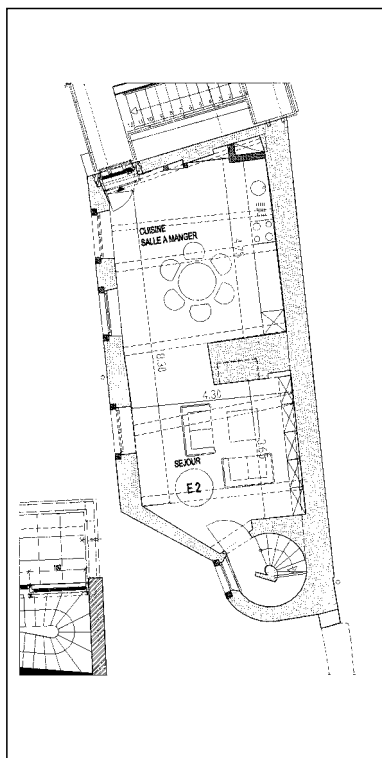


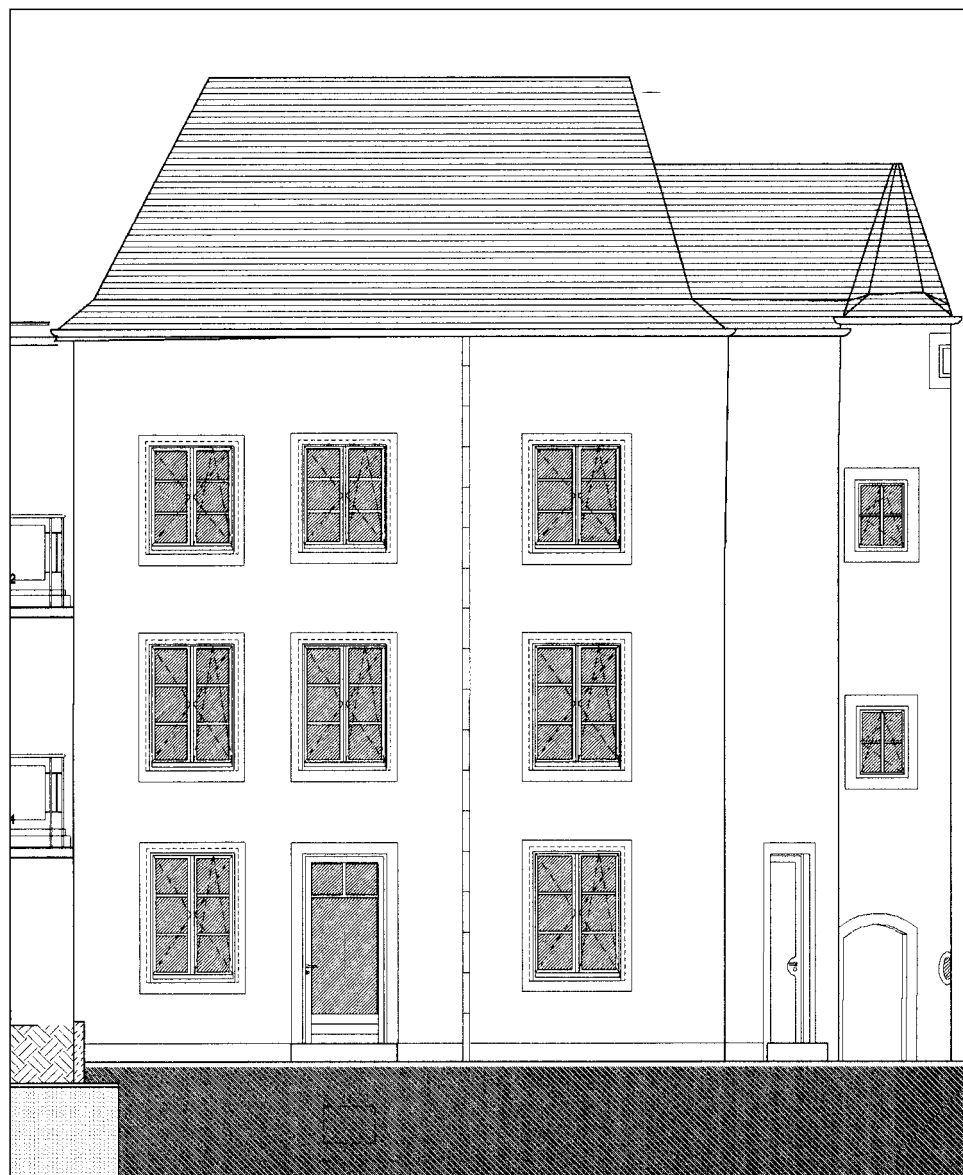


## Le Passage Gëlle Klack

L'aménagement de la ruelle officiellement dénommée «Passage Gëlle Klack» est achevé dans sa partie allant de la rue du Palais de Justice à l'entrée de service du MNHA. Sa phase médiane sera terminée conjointement aux travaux des maisons E et F ainsi que de la cour C de la phase 2 du projet d'habitation de l'îlot B; la partie donnant sur la rue de la Boucherie sera achevée parallèlement aux travaux de la maison n° 11, rue de la Boucherie et du passage piéton entre le MNHA et la maison Gëlle Klack.

**Plans d'un duplex avec étage sous comble, coupe et façade de la maison E, Passage Gëlle Klack**





Pour l'aménagement de la ruelle, il a été choisi une pierre claire identique à celle utilisée pour le revêtement de façade du MNHA, cela en ce qui concerne les escaliers. Les parties planes sont

revêtues en anciens pavés récupérés de la place du Marché-aux-Poissons devant le MNHA, celle-ci étant entièrement restructurée dans le nouveau projet.



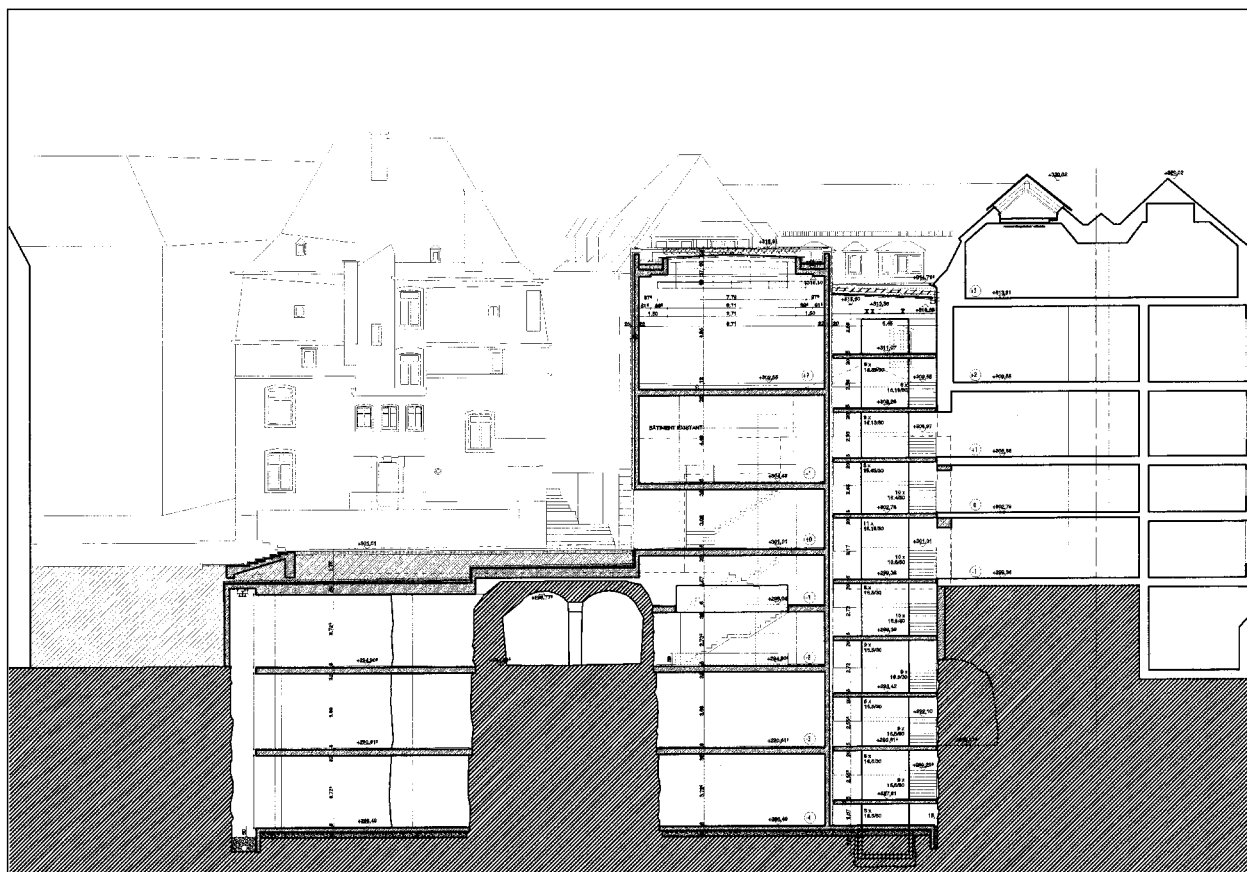
## ILOT B: Le MNHA

### **Coordination et avancement des travaux architecturaux du MNHA**

La coordination des travaux avait respecté, en 2001, le planning d'avancement des travaux menés en parallèle dans les deux parties, ancienne et nouvelle, du MNHA.

### **La finition des travaux architecturaux du MNHA**

Les travaux architecturaux, menés au cours de l'année 2002, ont consisté en l'achèvement de tous les travaux de finition intérieurs du MNHA et d'aménagement de la Place du Marché-aux-Poissons, en vue de l'inauguration architecturale comme prévue au planning, le 21 juin 2002, date à laquelle ont également été inaugurées, en préfiguration de la nouvelle muséographie du MNHA, la section Beaux-Arts, la section Moyen-Age et une partie des salles de la section Numismatique ainsi que la salle Kutter, la salle d'exposition temporaire, l'entrée du MNHA et dans la partie neuve, la galerie sur la mosaïque de Vichten de la section gallo-romaine.



**MNHA: coupe sur la partie ancienne rénovée (à droite) et neuve, l'atrium et les salles enterrées (à gauche)**

## Les finitions intérieures des parties ancienne et neuve du MNHA

Ont été achevés en janvier et février 2002 les travaux de revêtements de sols en chape, de pose des parquets et des plinthes, les plâtres, les peintures, les finitions en verre (dont les garde-corps et la gaine d'ascenseur) ainsi

que le mobilier intégré en bois de l'accueil et de la cafétéria, dont les éléments mobiles (chaises et tables) ont été mis en place pour l'inauguration muséographique du MNHA, le 28 novembre 2002, date à laquelle celle-ci a été ouverte après attribution de la dernière soumission qui a consisté dans l'attribution de la gérance de la cafétéria.



## La signalétique bâtiment du MNHA

Ont été mis en place pour l'inauguration bâtiment du 21 juin 2002 les stèles d'orientation ainsi que les répertoires au niveau de l'ascenseur.

La réception de la signalétique bâtiment du MNHA a eu lieu à la fin du mois de septembre 2002.

**Nouvelles visions du MNHA**

## Les finitions extérieures du MNHA

### La place du Marché-aux-Poissons

Le dallage de la place du Marché-aux-Poissons, le mur de séparation entre la maison Gëlle Klack et la place, le banc y adossé et les escaliers accédant à la place ont été réalisés aux mois d'avril, mai et juin 2002 ainsi que la pose du pavage de la zone de livraison, rue Wiltheim.

Quatre arbres (Glaedicias) sur les six qui occupaient précédemment cet espace ont été replantés.





Un espace jardinier destiné à accueillir un buisson d'érables du Japon a été aménagé au droit de la terrasse de la cafétéria.

A également été installé sur la façade le système de fixation des calicots d'annonce des manifestations du musée.

### **Travaux de finition de la partie administrative du MNHA**

Les travaux de finition de la partie administrative du MNHA ont été achevés au mois de juillet 2002. La direction et les conservateurs du MNHA ont pris possession des locaux de la partie administrative à l'automne 2002, après l'achèvement des travaux d'aménagement qui ont

consisté en l'installation des bureaux (hors mobilier inclus dans le budget Bâtiments Publics) et de leurs locaux annexes.

Ont également été installés les deux ateliers pour enfants et les bureaux du service éducatif du MNHA compris dans cette partie.

### **Clôture des travaux architecturaux du MNHA**

Suite au respect de la conception architecturale telle que proposée au concours par le bureau d'architecture Christian Bauer & Associés architectes, du budget et des délais impartis, le Fonds de Rénovation de la Vieille Ville a clôturé le budget du MNHA au mois de novembre 2002.







## Coordination des travaux muséographiques du MNHA

### Eléments muséographiques

La coordination du MNHA s'est attachée à ce qu'un dialogue au niveau de tous les éléments de la muséographie – mobilier muséographique, cimaises murales et monolithiques, vitrines, soclage, éclairage, etc. – garantisse, entre partenaires de la réalisation, soit les conservateurs des différentes sections et les créateurs (Richard Peduzzi pour le mobilier, Rudi Meyer pour la signalétique didactique), la meilleure approche possible par un partage des décisions en vue du meilleur résultat, qui est l'enjeu propre à la réalisation d'un musée, de son caractère particulier et de son attrait.



### Rappel de l'avancement des travaux et respect du planning

L'engagement du planning selon le calendrier établi en 1999 par la maîtrise d'ouvrage déléguée a été tenu et l'avancement des travaux au niveau de l'intervention des 25 entreprises au total qui ont travaillé en permanence sur le chantier suivant le déroulement par phases parallèles ou successives des travaux a été respecté.

## Avancement des travaux muséographiques du MNHA en 2002

Le mobilier muséographique de la partie ancienne du MNHA avait été livré à la mi-novembre 2001, conformément au planning.

Le mobilier muséographique de la partie neuve du MNHA a été livré fin février 2002.

Il comprend les cimaises murales et monolithiques, les vitrines et les pièces de soclage lourd, mis en place par l'entreprise Mekane (Rome).

Les travaux de soclage fin des objets avait débuté à la mi-novembre 2001 et s'est poursuivi, suivant un calendrier établi par la coordination générale du MNHA et l'entreprise Maison André (Paris) en vue de la réalisation section par section, en étroite collaboration avec les conservateurs du MNHA, pour l'inauguration de la partie

ancienne, le 21 juin 2002, et de la partie nouvelle du MNHA, le 28 novembre 2002.

Les essais d'éclairage et divers contrôles techniques, comme l'hygrométrie des salles, le gardiennage électronique, ont été réalisés durant les premiers mois de l'année 2002.

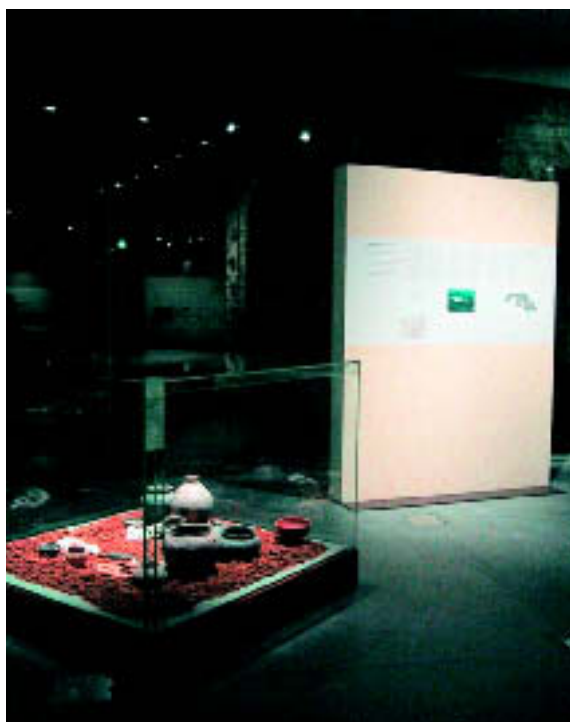
Enfin, la signalétique didactique des objets qui comprend les parties écrites et iconographiques des cimaises a pu également être mise en place suivant le planning établi pour les inaugurations du 21 juin et du 28 novembre 2002, suivi par la mise en place des objets dans les vitrines.



**Différents types  
de vitrines**

Des réunions journalières se sont tenues avec tous les corps de métiers concernés en plus des réunions hebdomadaires de coordination.

L'année 2001 avait été consacrée à l'affinement des éléments constitutifs de la muséographie : les vitrines conçues par le designer Richard Peduzzi, les cartels et les cimaises dont la charte



graphique a été établie par le graphiste Rudi Meyer et le concept d'éclairage élaboré par L'Observatoire I.

Suite à l'installation de ces divers éléments dans la salle témoin, des réunions de travail avaient porté, avec les conservateurs, sur l'amélioration de ces différents éléments.

## Les vitrines

Le système de fermeture des vitrines où sont exposés les objets les plus précieux comprend, incorporé dans le système de verrouillage, un système d'alarme intégré et un détecteur sismique anti-effraction par percement. De plus, un détecteur acoustique, couplé au système de surveillance de la salle, réagit en cas éventuel de bris de glace. La sécurité est encore renforcée par surveillance caméra-vidéo et gardiennage.

En ce qui concerne le capot des vitrines, le choix s'est porté sur un verre extra-blanc, biseauté. Les différentes faces sont assemblées par collage. La face de la partie mobile de la vitrine, non biseautée, vient se coller contre les deux faces latérales et le côté de la face supérieure également non biseautée, grâce à un joint de silicone.

La tablette basse, en ardoise, des vitrines est clivée brute mais sa surface n'est que légèrement accidentée pour éviter les problèmes de pose et d'exposition d'équerre des objets exposés.

Le socle des vitrines, métallique, est recouvert d'une peinture cuite sur le support, d'aspect émaillé lisse. En effet, le choix initial du métal brut rouillé peint est apparu comme difficile d'entretien dans le temps, vu que la stabilité de la rouille et de la peinture n'est pas garantie, entraînant éventuellement un risque d'effritement ou de salissure des vêtements des visiteurs, et aurait nécessité un entretien par remise en peinture et cirage trop fréquent vu le nombre important des vitrines.

## Les cartels

Il a été décidé de réduire la hauteur des cartels, disposés à l'extérieur et de manière indépendante des vitrines, pour une meilleure lecture et pour éviter une éventuelle gêne de la visibilité des objets exposés.

## Les cimaises

En ce qui concerne leur mise en couleur, le choix s'est porté sur une gamme de couleurs pastel dite «Morandi», beige clair, jaune tilleul, vert d'eau et brun-rouge. Ces couleurs sont déclinées dans chaque section et dans chaque salle pour éviter l'effet de monotonie et de monochromie qu'aurait entraîné le choix initial d'une seule couleur par section. La couleur extra-mate est appliquée en plusieurs couches sur le support et un poli extra-lisse assure sa finition parfaite. Elle peut ainsi recevoir le support papier qui est appliqué sur les cimaises par encollage.



**Cartels muraux, monolithiques et sur pied**



## Aspect visuel et didactique des textes et illustrations

La typographie a été légèrement réduite par rapport au choix du corps initial. L'ensemble des éléments typographiques – intitulé des cimaises, texte courant, légendes des illustrations – est maintenu dans une gamme de gris, en harmonie avec le support papier de couleur blanc cassé et accentué seulement par des points de couleur rouge, faisant ressortir p. ex. des informations importantes sur les fonds de cartes maintenus comme les dessins dans des tons grisés par rapport aux illustrations qui sont elles en couleurs (photos, enluminures, dessins).

## Le soclage fin

La mise en valeur des objets dans les vitrines est garantie par le soclage fin. Les socles ont été réalisés un à un, en fonction de la mise en place particulière souhaitée par les conservateurs, sur place, par la Maison André (Paris). Ils sont fabriqués soit en tiges de bronze patiné, laiton, nickel, plaques de pose et en verre transparent poli ou plexiglas translucide, selon le type, la taille des objets et leur facture.

## L'éclairage artificiel

Dans les salles de la partie ancienne rénovée du MNHA, l'éclairage n'est pas intégré dans les



**Travail de soclage fin: pièces lourdes accrochées à la roche et mise en valeur en vitrine de petits objets**



plafonds, comme dans la partie neuve du musée. Aussi est-il supporté par un système de plafond lumineux suspendu, qui constitue le plafond technique. Il se compose de plaques métalliques carrées en métal laqué blanc mat avec système d'éclairage intégré direct ou indirect.

## **L'éclairage naturel**

En ce qui concerne l'éclairage naturel des salles, le choix s'est porté, selon les ouvertures et leur orientation, sur des stores à type d'opacité variable pour garantir la protection nécessaire des objets. Les stores sont actionnés manuellement.

## **Rédaction et dessins particuliers des cimaises**

La rédaction et la relecture finale des cimaises se sont faites par la rédactrice Marianne Brausch en étroite collaboration avec les différents conservateurs sur base de textes préparatoires à caractère scientifique rédigés dans chacune de leurs spécialités, et les dessins (section Protohistoire, Préhistoire et Gallo-romaine) ont été réalisés suivant les indications précises des conservateurs par la société Page B.

## **Affinage et achèvement des travaux muséographiques du MNHA en 2002**

Le travail de l'année 2002 a consisté essentiellement à adapter le concept de

scénographie et d'exposition, suite à la mise en place des éléments muséographiques – vitrines et socles, cimaises, cartels, éclairage – dans l'espace réel, cela dans le but d'optimiser le parcours muséographique, la disposition des vitrines, la lisibilité des cimaises et cartels, le principe d'éclairage. Ce travail s'est fait en étroite collaboration avec les conservateurs de chaque section, tout comme le soclage fin des objets exposés.

## Préfiguration

### Niveaux -1 à +3 de la partie ancienne du MNHA

Le vernissage bâtiment du 21 juin 2002 a été l'occasion de présenter au public une préfiguration de la muséographie du MNHA lors de l'ouverture des salles des sections Beaux-Arts et Moyen-Age, ainsi que de celle partielle de la section Numismatique, situées dans la partie ancienne rénovée du musée.

Le travail d'ajustage et d'affinage de ces sections en a été facilité pour l'ouverture définitive du MNHA, le 28 novembre 2002, avec les sections Préhistoire, Protohistoire et Gallo-romaine désormais également ouvertes au public.



## Avancement et achèvement des travaux muséographiques

### Niveaux -5 à -3 de la partie neuve du MNHA et section Numismatique

Ont été mises en place en premier, du fait de leur envergure, des pièces importantes comme la maquette de la forteresse de la ville de



**La section Numismatique :**  
éclairage par fibre optique (page de gauche)  
et présentation de monnaies (ci-contre)

Luxembourg (section Numismatique), les monuments de Mersch et de Fetschenhof ainsi que la mosaïque de Vichten (section Gallo-romaine), les chambres funéraires (section Protohistoire) ainsi que le travail d'adaptation à la roche existante et de reconstitution de la grotte préhistorique selon le contexte réel de la grotte de la Karelslee dans le Müllerthal et de la maison néolithique (section Préhistoire). Ce travail de mise en place de pièces d'envergure a été réalisé à partir du mois

de janvier 2002, avant la livraison du mobilier muséographique nécessaire aux pièces d'exposition plus petites de ces sections.

### **Vérifications et adaptations techniques**

Suite à la fin de la livraison de l'ensemble du mobilier muséographique standard et de sa mise en place le 15 avril 2002, a débuté le travail d'ajustage technique tel que le verrouillage des



vitrines à capot (sections Préhistoire, Protohistoire et Gallo-romaine) ou encore l'amélioration des protections de pièces d'exception, comme la pompe en bois de la section Gallo-romaine.

## **Le mobilier spécial**

La commande de la fabrication du mobilier de repos du MNHA, dessiné par Richard Peduzzi, avait été faite au mois de septembre 2001.

Les socles spéciaux adaptés aux reconstitutions (la Chambre funéraire, la maison néolithique), dont les mesures ont dû être prises sur place, ont été livrés à la mi-juin 2002.

## **L'éclairage**

Les plafonds métalliques choisis pour l'éclairage des sections dans la partie ancienne rénovée du MNHA avaient été mis en place à partir du mois de juillet 2001. Les tests d'éclairage avec objets disposés dans les vitrines, suivis des corrections et ajouts de spots supplémentaires (section Beaux-Arts), avaient débuté au mois de décembre 2001 et se sont poursuivis durant les premiers mois de l'année 2002.

A partir du mois de février 2002 ont été entrepris les corrections des intensités lumineuses des socles en verre diffusant pour les objets photosensibles ainsi que les essais de réglage des fibres optiques (section Numismatique) et la modulation de l'espace par la lumière (section Gallo-romaine, mosaïque de Vichten).

## **L'aspect visuel des cimaises**

Les maquettes des cimaises avaient été présentées aux conservateurs à la fin de l'année 2001 au format DIN A3.

Un ajustement du concept avait été décidé, en vue de l'affinage des couleurs des illustrations et des schémas graphiques pour une meilleure lisibilité. Il avait également été décidé que les fonds de carte seraient légèrement grisés, en vue de mieux faire ressortir les sites les plus importants et d'une codification de couleurs pour les matières premières, représentées sous forme de symboles graphiques.

Les exemplaires grandeur ont été présentés pour accord aux conservateurs au mois de mars 2002 et le bon à tirer des cimaises de la section Moyen-Age signé au mois de mai 2002, en vue de la préfiguration muséographique et la mise en place à l'occasion du vernissage bâtiment le 21 juin 2002.

## **Les cartels**

Fin de l'année 2001 avait été défini le nombre exact de cartels (cartels sur pied et cartels muraux), cela suivant le plan d'implantation. Le principe de présentation a été accepté au mois d'avril 2002, ce qui a permis leur mise en production.

L'implantation a été réalisée en même temps que la mise en place des vitrines section par section, cela pour une meilleure orientation de lecture et suivant le sens de circulation des visiteurs.

Au mois d'octobre 2002, des supports de cartels spéciaux ont été mis en fabrication pour certaines vitrines où le contenu demandait un supplément d'information (section Numismatique).

Des petits cubes en plexiglas dépoli avec numéro de transfert ainsi que des numéros de transfert à coller directement sur les fonds de vitrine en ardoise ou sur les supports verticaux en tôle ou en plexiglas ont été réalisés en vue de la numérotation des objets dans les vitrines pour un meilleur repérage de leur renvoi sur les cartels.

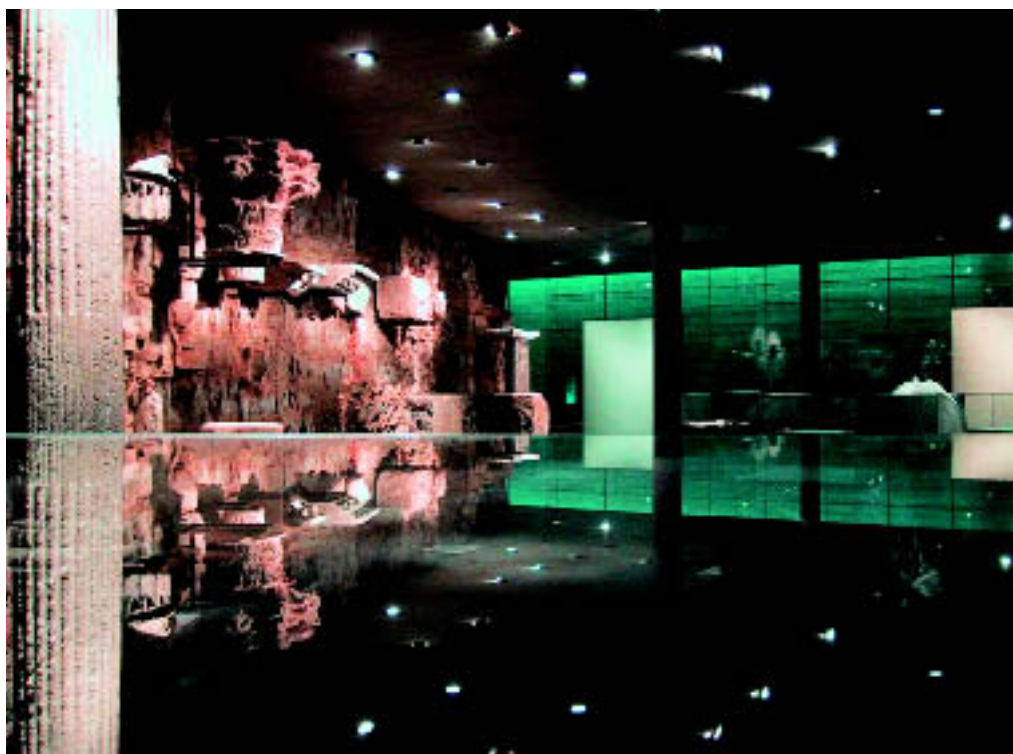
La réception de la signalétique muséographique complète aura lieu au mois de janvier 2003.

## Le soclage fin

A la mi-novembre 2001, la Maison André avait installé son atelier dans l'ancienne clinique Saint-Joseph, cela afin de pouvoir faire des essais de mise en place des objets hors chantier, pris dans les réserves et disposés en vue d'une préfiguration dans les vitrines prototypes, déménagées de la salle témoin.

Fin mai 2002 a été terminé le soclage des objets de la section Moyen-Age, ainsi que celui des armes, des uniformes, des décorations, des médailles et des balances de la section Numismatique, en vue de la préfiguration de la muséographie du MNHA à l'occasion de l'inauguration bâtiment le 21 juin 2002.

**La section  
Gallo-romaine**





**La mosaïque de Vichten**

Cette première phase a été suivie par le travail de soclage, en étroite collaboration avec les conservateurs des sections Préhistoire, Protohistoire et Gallo-romaine, et la mise en place des objets, cela jusqu'à l'inauguration muséographique du MNHA le 28 novembre 2002.

## **La sécurité**

L'emplacement définitif des caméras de surveillance a été décidé au mois de mars 2002.

La coordination des travaux a été assurée par la conseillère en muséographie Nathalie Jacoby après établissement des listes des choix d'objets, la programmation par vitrine ainsi que la spécificité d'exposition des objets, selon la particularité des sections: Gallo-romaine, Numismatique, etc., en étroite collaboration avec les conservateurs, cela dans le but de garantir la progression du chantier muséographique, sa réalisation et son achèvement, suivant le planning établi par la coordination générale du MNHA et en vue des inaugurations du 21 juin et du 28 novembre 2002. Ce suivi attentif a permis, tout en incluant les adaptations sur place nécessaires à un chantier de grande envergure, le respect et l'homogénéité des concepts muséographiques qui constituent le fil conducteur de la nouvelle présentation au public de ses collections par le MNHA.



**La section Beaux-Arts**



**Façade et coupe de la  
maison Gëlle Klack,  
futur hôtel du quartier  
du Marché-aux-Poissons**



# La maison Gëlle Klack

A la demande du Fonds, l'architecte Alain Leer a établi les plans pour un hôtel qui comprendra 8 chambres, chacune avec salle de bains, et 2 suites avec entrée et salon. L'entrée de l'hôtel donnera sur la place du Marché-aux-Poissons et sera ainsi en contact direct avec l'équipement culturel du quartier, le MNHA.

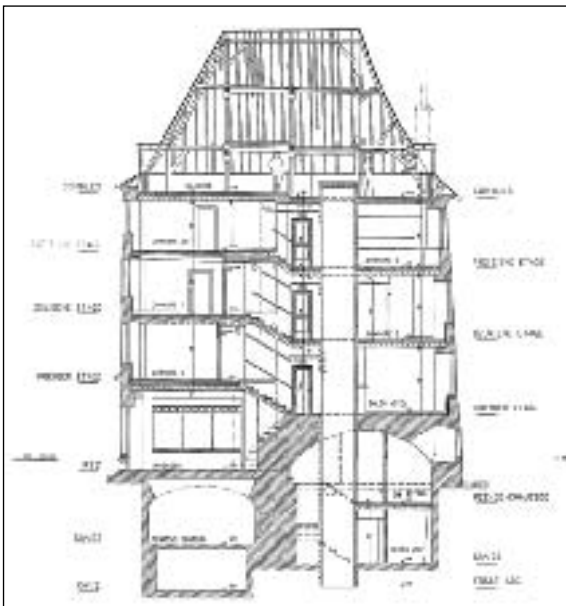
Le Fonds restera propriétaire du terrain et prendra en charge la rénovation de l'ensemble constitué de l'hôtel et d'un local commercial qui ne devra pas constituer une nuisance tant pour les habitations voisines de la rue de la Boucherie que pour la qualité historique et de standing du quartier comme souhaité par le Fonds. La réalisation devrait être achevée à la fin de l'année 2004.

Le Fonds a lancé un appel de candidature repreneur/exploitant unique pour l'hôtel et le local de l'ancienne épicerie. Il souhaite que cette partie de la maison Gëlle Klack reste accessible au public.

La Ville a donné son accord pour le Plan d'Ensemble de Construction et l'autorisation commodo incommodo a été accordée pour l'établissement de l'hôtel dans cette ancienne maison d'habitation.

La maison Gëlle Klack étant inscrite à l'Inventaire supplémentaire des Monuments nationaux, le Fonds a réalisé les sondages et recherches archéologiques nécessaires en vue de constater la substance archéologique et les éléments anciens avant le début des travaux (cf. le chapitre «Recherches historiques»). La Commission des sites et monuments en a été informée.

La maison Gëlle Klack a été intégrée à la coordination générale de chantier de l'îlot B.



# FONDS DE RENOVATION DE LA VIEILLE V ILOT A : ANCIENNE CLINIQUE ST



# ILOT A:

## Le projet d'habitations

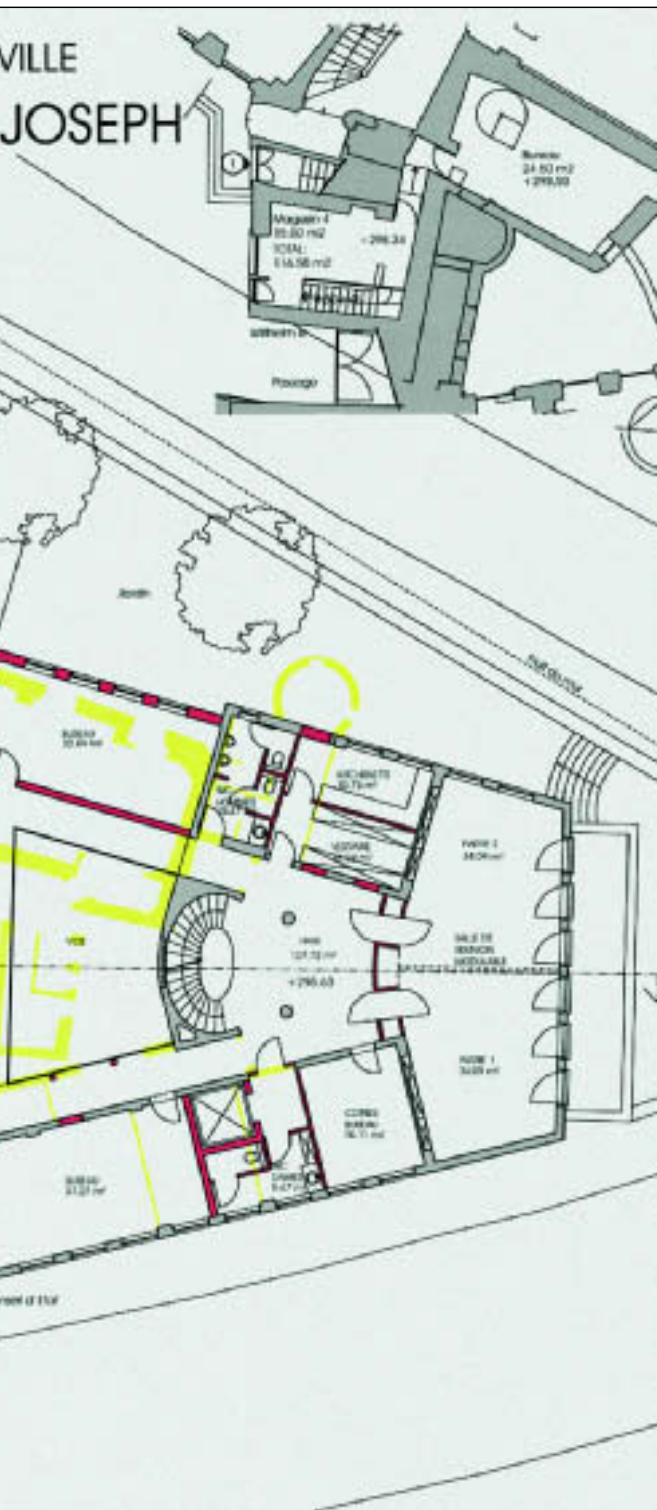
### Rappel des étapes du projet suivant les potentialités du bâti de l'îlot

Après les études de potentialité de l'ancienne clinique Saint-Joseph classée Monument national, réalisées par le Fonds en 1999, des maisons «Wëlle Mann» et «Esser», ainsi que du choix du maintien du Conseil d'Etat dans ses locaux actuels, il avait été entrepris d'analyser, en 2000, la substance du bâti et cela tant sur le plan archéologique qu'historique. L'optique étant d'envisager un projet de rénovation cohérent avec une programmation en adéquation par rapport au projet de revitalisation par des logements et des commerces dans ce quartier, le plus ancien de la Vieille Ville.

C'est le bureau d'architecture arco architecture company qui a été chargé d'une deuxième phase d'étude en 2001.

### L'ancienne clinique Saint-Joseph rue Sigefroi et les maisons n<sup>os</sup> 2 et 4, rue Wiltheim

A partir des années 1900 et jusqu'au rachat en 1999 de la clinique Saint-Joseph par le Fonds, les sœurs de l'ordre de la Charité de Saint François d'Assise, anciennes propriétaires, avaient peu à peu acquis toutes les habitations de l'îlot situées entre le Musée folklorique et le Conseil d'Etat, formant l'important pâté de maisons entre les rues Wiltheim, Sigefroi et le boulevard Victor Thorn.







**Etage 1, plans du futur habitat et du Conseil d'Etat**



**Etage 2**



**Phasage des travaux**

Dans l'intention de réaliser un ensemble hospitalier cohérent, la substance historique du tissu du bâti avait subi de nombreuses transformations au fil du temps, comme l'intégration d'escaliers et d'ascenseurs, le coulage de dalles de béton, la pose des sols carrelés, l'installation de salles d'opération, etc.

Ces interventions ont pour partie fait disparaître la substance ancienne ou l'ont encombrée de nouveaux cloisonnements.

En ce qui concerne l'aspect extérieur en l'état, l'ancienne clinique donne une image d'ensemble plutôt unitaire. Les sœurs avaient en effet eu l'intention de transformer les maisons de tailles et de hauteurs variées de l'îlot, dont les toitures différentes rappelaient la structure des anciennes propriétés individuelles et la variété d'aspect des époques de construction successives, en un ensemble hospitalier homogène.

Le Fonds a présenté l'analyse de la substance du bâti à la Commission des sites et monuments nationaux pour avis.

La demande PEC pour l'ensemble de l'îlot a été faite le 20 juillet 2002; la demande pour l'accord de principe, le 8 juillet 2002.

## **Nouvelles propositions programmatiques**

Sachant qu'il est impossible de revenir au tissu original tel qu'il était composé par les maisons particulières du quartier, avec chacune leur entrée individuelle, le Fonds entend orienter le

projet dans le sens d'une distribution plus adaptée aux nouvelles fonctions d'habitat en appartements et de commerce du quartier mais dont l'image rappellera néanmoins le tissu historique traditionnel.

C'est dans cette optique qu'ont été menées des études de subdivision des maisons constitutives de l'ancienne clinique, cela dans l'intention de les organiser en appartements avec des commerces au rez-de-chaussée, côté rue Wiltheim.

## **Etude des possibilités d'organisation des logements**

Une première proposition d'appartements à double orientation, donnant rue Sigefroi et côté boulevard Victor Thorn, s'était avérée irréaliste (cf. Rapport Vieille Ville 2000). Les logements, avec leurs 180 m<sup>2</sup> de surface en moyenne, ne correspondaient pas aux standards habituels des logements à Luxembourg.

Aussi a-t-il été décidé d'étudier une seconde possibilité où les proportions des logements étaient ramenées à des surfaces moyennes de 100 m<sup>2</sup> plus habituelles et plus facilement adaptables sur le plan fonctionnel à la régularité de la structure des façades anciennes conservées (cf. Rapport Vieille Ville 2001).

## **Silhouette des toitures et des façades**

L'aspect extérieur, tant des façades que de la silhouette des toitures, s'avère être un aspect

prépondérant du projet de rénovation et de réhabilitation du tissu ancien des maisons autrefois particulières, rue Wiltheim et rue Sigefroi. Elles présentent en effet le caractère typique des maisons urbaines anciennes de Luxembourg.

La forme originale des toitures sera restaurée rue Wiltheim pour renouer avec le caractère des maisons individuelles. La silhouette de la rue Sigefroi sera conservée en l'état en ce qui concerne la maison du n° 1 et le Conseil d'Etat, celle de la maison du n° 3 sera abaissée à une hauteur de deux étages, conformément au Plan d'urbanisme de Détails (PUD).

## **Entrées de l'ensemble d'habitation**

Il est impossible de restituer le caractère des entrées des maisons particulières anciennes, individuelles, qui ne seraient d'ailleurs pas appropriées à la nouvelle affectation de l'ancienne clinique Saint-Joseph en appartements.

Rue Sigefroi, au n° 3, la porte d'entrée en bois, datant du XIX<sup>e</sup> siècle, anciennement entrée principale de la clinique Saint-Joseph, sera restaurée et maintenue, faisant partie du patrimoine du quartier. Suivant le dernier état des études réalisées en 2002, elle devient l'entrée principale donnant sur le hall commun de l'ensemble du projet d'habitation.

## **Avancement du projet d'habitation en 2002**

Suite à l'agrandissement du Conseil d'Etat (cf. le chapitre consacré au Conseil d'Etat, p. 53), le projet d'habitation est ramené à 13 logements en tout, orientés pour partie rue Wiltheim, rue Sigefroi et boulevard Victor Thorn.

Les surfaces vont de 60 m<sup>2</sup> environ pour le plus petit (avec une chambre à coucher) au plus grand de 170 m<sup>2</sup> environ (2 chambres à coucher, organisé en triplex).

L'entrée principale de l'ancienne clinique Saint-Joseph servira d'entrée unique à l'ensemble des logements, reliée à la cour intérieure, qui devient le hall de distribution général, couvert, éclairé par une verrière zénithale, avec un escalier de distribution et un ascenseur communs à 12 des logements. Seule l'habitation en triplex (100 m<sup>2</sup> environ, 2 chambres à coucher) située au n° 6, rue Wiltheim, dans la maison dite du «Scheieslach», bénéficiera d'une entrée individuelle.

## **Rez-de-chaussée à usage commercial**

Sont destinés à l'usage commercial les rez-de-chaussée et les sous-sols des maisons n°s 2, 4 et 6, rue Wiltheim, qui pourront profiter des belles caves voûtées historiques (cf. le chapitre «Recherches archéologiques») ainsi que de la situation exceptionnelle du voisinage du MNHA et de la place du Marché-aux-Poissons.

## **Parkings**

Pour deux raisons, l'une technique de visibilité dans le tournant du boulevard Victor Thorn, l'autre patrimoniale – l'entrée du parking devait être percée dans le mur de la forteresse –, le Fonds a décidé d'étudier une nouvelle proposition où l'entrée et la distribution du parking se fera depuis la rue Sigefroi.

Le parking disposera d'une quarantaine de places en tout, dont 13 seront réservées aux logements dans l'ancienne clinique Saint-Joseph et 3 au Conseil d'Etat.

Les boxes de parking supplémentaires seront prioritairement attribués aux habitants et exploitants des commerces de la rue de la Boucherie et de la rue Wiltheim, dont les maisons, pour des raisons structurelles, ne disposent pas de places de stationnement privées.

Le Fonds a opté pour le système de rangement des voitures à plate-forme.

## **La «Chambre bleue»**

La «chambre bleue», au mobilier ancien intégré à caractère historique (cf. Rapport Vieille Ville 2000), actuellement uniquement accessible par l'arrière-maison du n° 4, rue Wiltheim et propriété du Fonds, sera intégrée au Musée folklorique.

Des études sont actuellement en cours pour son intégration dans le circuit muséographique du

fait des différences de niveau avec les étages des salles voisines du Musée folklorique.

### **Maisons «Esser» et «Wëlle Mann», rue Wiltheim**

Le Fonds a demandé au bureau d'architecture de mener une nouvelle réflexion sur les possibilités de transformer ces deux maisons en vue de les adapter aux normes de l'habitat actuel.

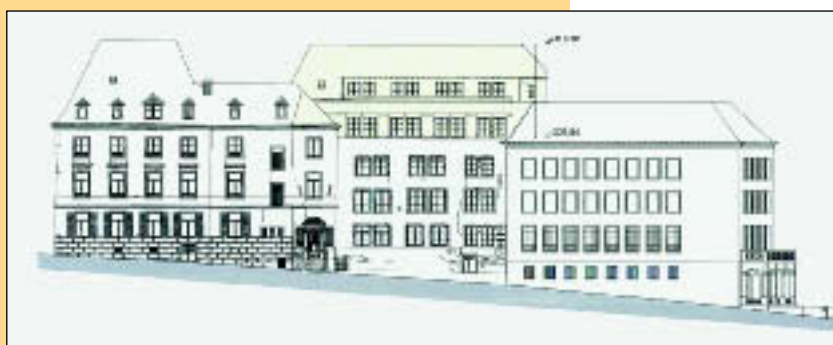
En l'état d'avancement des études, la maison «Esser» pourrait abriter un habitat de type unifamilial ou 2 logements en duplex et la maison «Wëlle Mann» quatre logements de type appartements.

Les travaux de démolition et de terrassement sont prévus pour le printemps 2003. Ils ont été précédés par une campagne de fouilles archéologiques et de sondages.





**Les quatre façades de l'îlot A.**  
**Dans l'ordre : rue Wiltheim, rue Sigefroi, la pointe**  
**du Conseil d'Etat et boulevard Victor Thorn**



# Le Conseil d'Etat

Après avoir étudié la possibilité d'installer le Conseil d'Etat dans l'aile centrale du Palais de Justice, il a été décidé que l'institution serait maintenue dans ses locaux actuels, à la pointe de l'îlot A, dessinant l'angle de la rue Sigefroi et du boulevard Victor Thorn.

Une deuxième étude de transformations et d'extension est actuellement à l'étude en vue du réaménagement intérieur, le Conseil d'Etat nécessitant des surfaces supplémentaires, a obtenu l'accord des membres du Conseil d'Etat. Il est donc prévu d'adjoindre au Conseil d'Etat actuel rénové et réaménagé et à la partie neuve, côté boulevard Victor Thorn, où l'ancien bâti de la partie arrière de la clinique Saint-Joseph, sans intérêt constructif ou historique particulier (cf. Rapport Vieille Ville 2000), sera démoli et remplacé par une partie neuve, des locaux qui donneront sur la rue Sigefroi et qui faisaient partie de la première phase d'étude du projet d'habitation (cf. Rapport Vieille Ville 2000 et 2001).

La grande salle du Conseil sera installée au deuxième étage de la partie actuelle existante, ce qui permettra d'accueillir du public. Grâce aux nouvelles dispositions spatiales, un espace de réunion supplémentaire pourra être installé au même étage, la bibliothèque dans la nouvelle aile boulevard Victor Thorn, ainsi que des bureaux, côté rue Sigefroi.

Deux petites salles de séance sont prévues en remplacement de l'ancienne salle du Conseil située au premier étage.

Le hall et l'escalier actuels sont agrandis grâce à la substance gagnée sur l'ancienne clinique Saint-Joseph ainsi que par l'occupation d'une cour, recouverte d'une verrière dont l'éclairage naturel bénéficiera au hall plus spacieux et plus conforme au prestige de l'institution. En outre, l'accessibilité sera garantie aux handicapés, conformément aux normes en vigueur pour les lieux publics.

Le Conseil d'Etat aura au final une surface totale de quelque 1 700 m<sup>2</sup> contre quelque 700 m<sup>2</sup> actuellement.

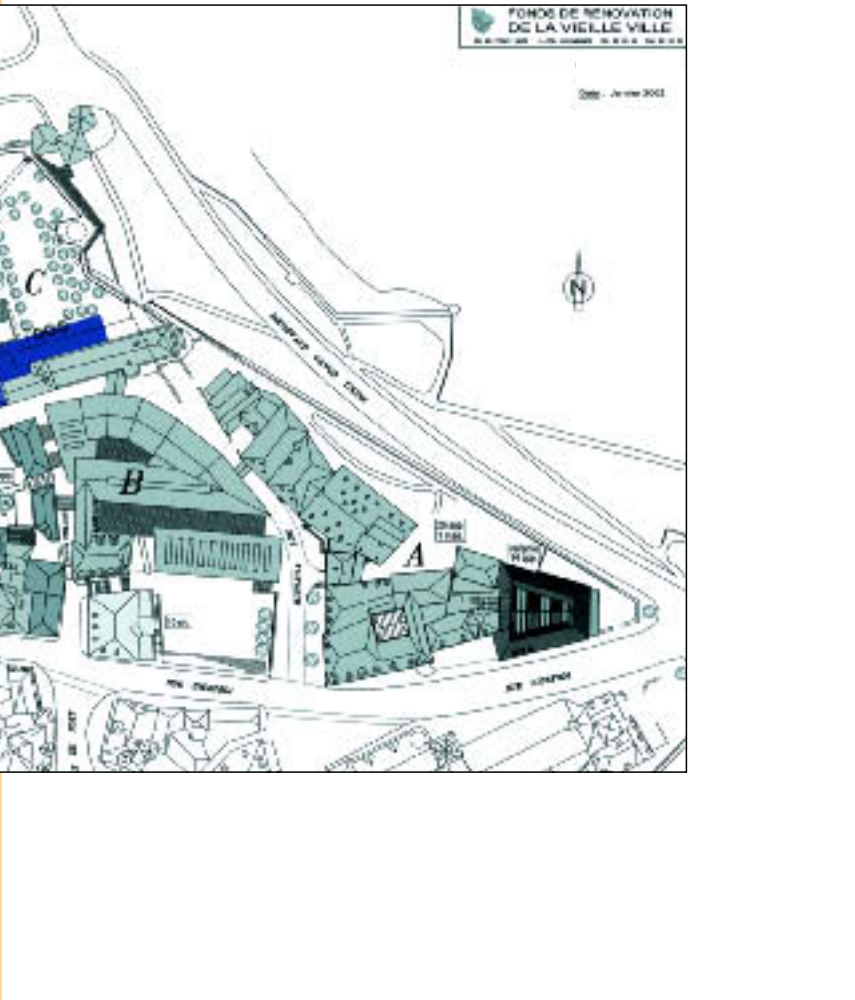
Il est prévu que les travaux seront achevés en 2006 pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de l'institution.

## **Coordination générale et phasage des travaux de l'îlot A**

L'objectif étant de clôturer l'ensemble des travaux de l'îlot A en 2006, le Fonds a nommé un coordinateur général des travaux dans le but d'accompagner le projet – un groupe de travail a été institué avec des représentants des Conseillers d'Etat –, lequel se déroulera en trois phases.

Les travaux de démolition et de terrassement sont prévus pour le printemps 2003. Ils ont été précédés par une campagne de fouilles archéologiques et de sondages.

**La cogénération,  
installée dans l'îlot C,  
alimentera les quatre  
îlots A, B, C et D de  
la Vieille Ville  
en chauffage urbain**



## ILOT C: le chauffage urbain par centrale de cogénération

Située dans la cave du Palais Berlaumont (Palais de Justice) et pour partie sous le jardin de celui-ci, la centrale de cogénération est destinée à alimenter en chauffage les îlots A, B, C et D.

La centrale de cogénération a été mise en service en 2002. La liaison souterraine de la cogénération a été établie avec la station de distribution située sous le Passage Gëlle Klack qui alimente désormais la phase 1 de l'îlot A, le MNHA dont l'ancienne chaufferie, maintenue pendant les travaux du musée, a été mise hors service.

La maintenance est assurée par la société LuxEnergie.

Si l'année 2000 avait été consacrée aux études de faisabilité, en 2001 avaient été lancés les appels d'offre, les études finalisées et les travaux de gros-œuvre commencés.

Après la réalisation des importants travaux de terrassement dans les couches rocheuses du sous-sol sous le jardin du Palais de Justice (cf. le chapitre «Recherches historiques», rapport annuel 2001 pour les découvertes archéologiques), les reprises en sous-œuvre du bâti nécessaire et la réalisation d'un cuvelage étanche complet, les travaux ont continué et ont été achevés au cours de la première moitié de l'année 2002.

L'impact visuel des travaux, grâce à l'utilisation de la cheminée existante du Palais de Justice dans le quartier le plus ancien de Luxembourg, est minimal. La restitution des éléments constitutifs du revêtement de la terrasse de l'ancien Palais Berlaumont a été réalisée.

C'est désormais un système d'approvisionnement en énergie propre qui alimente la première phase des travaux achevés des quatre îlots de la Vieille Ville dont le Fonds a la charge.

## ILOT D: La préparation du concours d'architectes

En ce qui concerne les immeubles de l'îlot D dont il est propriétaire, Côte d'Eich et rue du Nord, occupés actuellement par les institutions judiciaires, le Fonds a commencé en 2002 la préparation d'un concours d'architectes en vue de leur nouvelle affectation à destination d'habitations, de bureaux et de commerces prévue après le départ de celles-ci.

Il s'est assuré à cet effet la collaboration de l'architecte Isabelle Van Driessche, chargée d'inclure dans les pièces écrites de règlement et de programmation du concours le respect des intentions du Fonds en ce qui concerne cet îlot de la Vieille Ville qu'il a en charge de rénover et de revitaliser en lui garantissant une structure mixte.

Il s'agira pour les concurrents de proposer des solutions respectant les parties du bâti à conserver et de proposer des solutions innovantes pour les parties neuves à construire, et de tenir également compte de données urbanistiques inhérentes au passé historique de la forteresse de Luxembourg, dont les traces sont repérables dans l'îlot D.

Le concours sera lancé dans le courant de l'année 2003 et se déroulera en deux phases.



CHAPITRE

---

# IV.



# Recherches historiques et archéologiques

## ILOT B

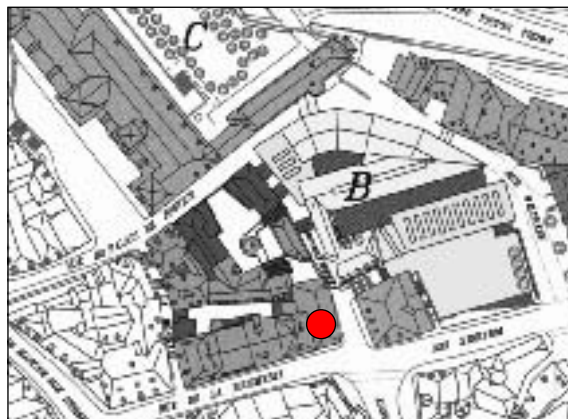
### **La maison 11, rue de la Boucherie** **Observations sur le décor intérieur** **et les transformations**

#### **Le décor intérieur fixe**

Le décor intérieur, conservé du rez-de-chaussée jusqu'au grenier, fait partie d'une part d'un ensemble homogène de style Louis XVI et Empire ou Directoire et d'autre part d'éléments isolés intégrés au fil du temps dans la maison. C'est ainsi qu'un plancher du 2<sup>e</sup> étage côté passage latéral ou encore une cheminée du rez-de-chaussée ont été intégrés dans la maison après les années 1960. L'affectation de la maison, d'abord en bureaux pour l'administration des Sites et Monuments nationaux, puis pour l'administration du Musée national d'Histoire et d'Art, a certainement contribué à la sauvegarde des décors en place et a aussi rendu possible de transplanter, afin d'éviter leur disparition définitive, des décors anciens issus de maisons bourgeoises de la ville de Luxembourg.

L'administration des Bâtiments Publics s'est chargée de rénover l'ensemble de la maison au début des années 1980.

Le décor Louis XVI est présent essentiellement dans la menuiserie; l'escalier comporte une balustrade en cercles entrelacés avec deux



départs d'escalier. Le premier partant du rez-de-chaussée vers l'entresol est de style classique, le deuxième qui part du premier étage est de style baroque tardif.





**Portes à deux battants de style néo-classique**  
**Détail de ferronnerie**

**Boiseries et stucs de la chambre Empire/Directoire,**  
**côté cour (à droite)**

Quatre doubles portes forment un ensemble exceptionnel de cette maison et sont à associer avec le décor de lambris en ce qui concerne les pièces des premier (côté rue) et deuxième (côté cour) étages. Les lambris échancrés du deuxième étage côté rue sont de style baroque.





En termes archéologiques, ce décor a pu être intégré en réemploi plus récemment. En effet, un papier peint de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle représentant des figures classiques a été retrouvé en place, c.-à-d. sous les lambris de style Louis XV.

Deux pièces de la maison sont davantage parées d'éléments variés d'un décor fixe qui représente une unité, d'ailleurs peu modifiée. Il s'agit des deux grandes pièces sises côté cour aux niveaux +1 et +2. Elles sont accessibles du palier de l'escalier par une double porte (2<sup>e</sup> étage) ou une porte plus large (1<sup>er</sup> étage) et par une porte également décorée du côté de la pièce latérale qui a vue sur le passage.

La pièce donnant sur la cour comporte un intérieur de style Empire: les pans de murs, le plafond et le sol. La boiserie apposée contre les murs représente un décor théâtral, noble, précis, symétrique, aux surfaces planes et aux angles vifs, relatif à l'architecture Renaissance. Le décor date de la fin du XVIII<sup>e</sup> ou du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Des piliers cannelés sont surmontés de vases et donnent le rythme à l'ensemble de la boiserie qui forme une succession d'arcades en relief. Y est également intégré un décor en plâtre ou en terre cuite apposé sur la boiserie, qui représente une couronne de feuilles de laurier ainsi qu'un motif typique du répertoire Empire, la lyre, le casque de guerre, etc.



**La pièce du 1<sup>er</sup> étage, côté cour: médaillon central du plafond en stuc**



**Cheminée en marbre**



**Escalier en bois du XIX<sup>e</sup> siècle**

Les boiseries de style Empire n'ont pas été fabriquées sur mesure pour orner la pièce en question mais elles ont été réintroduites au moment où la maison a obtenu un décor unitaire.

Le sol est recouvert d'un plancher en bois s'apparentant au type dit Versailles qui se compose de carrés en bois.

Le plafond en plâtre comporte une bordure et un médaillon central qui se basent sur une ornementation florale. Les baguettes cannelées sont entourées de rubans et de tiges de rosiers. Aux écoinçons se trouve un bouquet de roses et de fleurs de lys maintenu dans une corne droite avec feuillage d'acanthé.

La pièce du deuxième étage côté cour est plus sobre, mais issue du même répertoire stylistique du début du XIX<sup>e</sup> siècle.

La cheminée en marbre foncé est en vogue tout comme le sont les motifs guerriers du médaillon central en stuc. Les lambris qui forment une unité avec la double porte relèvent du répertoire classique.

## Observations sur les transformations en cours

Les rénovations, en particulier les creusements en sous-sol et les décapages des murs, donnent lieu aux observations archéologiques suivantes :



**Le creusement du sol du rez-de-chaussée pour l'installation de la cage d'escalier et de l'ascenseur, à l'emplacement d'une ancienne citerne/latrine**



**Pilier des arcades du rez-de-chaussée, côté intérieur de la maison 11, rue de la Boucherie**



**Lieu d'aisance du XIX<sup>e</sup> siècle**

### **Rez-de-chaussée et cave**

Le sol de la pièce latérale, côté passage, est creusé sur plusieurs mètres de profondeur. Dans un premier temps, une niche aménagée comme lieu d'aisance, datant par son revêtement en carreaux muraux du XIX<sup>e</sup> siècle, se trouvait derrière les actuels locaux sanitaires.

Lors du creusement du sol, les murs de fondations d'une épaisseur supérieure à 90 cm apparus alors se sont avérés appartenir à la façade arrière de la maison Renaissance. Il s'agit

de la première phase de construction attestée pour cette maison. La maison n'avait pas au XVI<sup>e</sup> siècle la profondeur qu'elle a aujourd'hui. Le sous-sol comportait, outre la cave voûtée, une cavité, repérée lors de sondages archéologiques en 2001, utilisée comme citerne ou latrines.

L'escalier droit partant de la cour, supprimé en partie dans le projet de rénovation, fait apparaître un comblement de terre organique avec un matériel archéologique datant du XVI<sup>e</sup> siècle. Cette découverte peut être associée à la fouille d'une latrine réalisée en 1998/99 au niveau de la cour.

Les fragments d'un verre à décor filigrane se trouvaient dans cet ensemble. Il s'agirait ici, après le verre ondé à couvercle retrouvé rue Wiltheim, d'un deuxième exemplaire d'un type de verre produit «à la façon de Venise» datant probablement de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. (Voir catalogue *Passé recomposé*, 1999, p. 320.)

### **Premier étage**

Les observations portent sur les plafonds et les murs décapés. Les arcades repérées en façade, le long du passage latéral, ont été retrouvées à l'intérieur de la pièce côté rue, tandis que la pièce latérale côté cour n'était pas encore décapée pour pouvoir faire l'objet d'une observation similaire. Par contre, le pilier médian des deux premières arcades près du palier de la cage d'escalier est apparu dans un bon état de



conservation. La pierre de taille des arcades comprend l'épaisseur totale du mur extérieur et ne se limite donc pas à un simple placage.

Cette observation a pu être faite essentiellement dans la pièce frontale. Or ici, le mur a été rejointoyé probablement lors des derniers travaux de rénovation de la maison, éventuellement dans le but de pouvoir laisser apparente l'arcade en pierre de taille. Toutefois, l'uniformité des joints n'a plus permis une lecture des phases de construction de ce mur, en particulier en ce qui concerne le niveau du plafond Renaissance. L'ancien niveau Renaissance a été déterminé par analogie avec d'autres constructions et par rapport au niveau de circulation retrouvé dans la pièce (étage +2) donnant sur la cour.

D'autres observations pour des périodes antérieures et postérieures à la Renaissance ont été faites dans la même pièce frontale du premier étage. Une petite arcade a été repérée après décapage du mur dans le mur mitoyen au 9, rue de la Boucherie. Elle pourrait avoir fait fonction d'ouverture, ce qui confirmerait l'hypothèse des phases successives de construction de la maison 9, annoncée dans le rapport d'activité 2001. Un étroit passage aurait existé entre les maisons 9 et 11 dès l'origine, correspondant à l'actuel couloir d'entrée de la maison 9, probablement non couvert.

Après la phase Renaissance de la maison d'angle 11, rue de la Boucherie, les arcades ouvertes, utilisées comme hall de marché, ont été rebouchées. Une belle pièce frontale sise au



**Petite arcade côté 9, rue de la Boucherie**



**Poutres maîtresses et planches intermédiaires qui étaient à vue au XVII<sup>e</sup> siècle**

premier étage a été créée en modifiant les niveaux de circulation à l'intérieur de la maison.

Le plafond Renaissance du rez-de-chaussée a été abaissé et le plafond du 1<sup>er</sup> étage exhaussé.

La nouvelle pièce du premier étage créée de toute pièce était belle, vaste et de dimension régulière. Elle présentait un plafond en bois apparent, conservé à ce jour. Les poutres qui



soutiennent le plancher du dessus sont encastrées dans la maçonnerie. Elles apportent une majesté à la pièce et elles étaient à l'origine au nombre de quatre sur une longueur d'environ 6 mètres, avant le cloisonnement actuel qui ne laisse apercevoir que trois poutres. Ce travail de plafonnage n'était pas à la portée de toutes les bourses. Les poutres maîtresses sont décorées sur la face d'une légère cannelure incisée le long des bords arrondis; un décor également répété sur le bois du plafond situé entre les poutres maîtresses.

La pièce comportait une cheminée située en face des trois fenêtres. Plus tard, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la maison a été réaménagée par les Pescatore, qui allaient devenir une famille bourgeoise très influente à Luxembourg.

La belle pièce frontale du XVII<sup>e</sup> siècle a été réduite d'un quart afin d'y introduire l'actuel escalier en bois à palier avec les balustrades d'entrelacs. La cheminée, supprimée à son emplacement d'origine, était placée et centrée le long du mur mitoyen du 9, rue de la Boucherie. L'intégration de l'escalier en bois, qui a l'avantage de desservir toutes les pièces de la maison, a entraîné toutefois des changements importants au niveau du cloisonnement de toutes les pièces frontales et de la disparition de leur cheminée d'origine. Ainsi ces pièces encore très spacieuses ont été réduites en superficie au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Cependant les pièces situées côté cour n'ont rien perdu de leur originalité des Temps Renaissance.



**Niveau +2, côté cour: niche murale avec pilier central, Renaissance**

La pièce sise de plain-pied avec la cour comporte à ce jour une boiserie de style Empire, qui ne pourra pas être enlevée actuellement et qui ne pourra pas dévoiler des traces de phases de construction au niveau de la maçonnerie. Cependant, le fait d'avoir retrouvé du côté de la propriété du 9, rue de la Boucherie une arcade entièrement conservée et bouchée, du même genre que celles longeant le petit passage côté Gëlle Klack, permet d'envisager un vaste rez-de-chaussée ouvert.

## **Deuxième étage**

Par contre, la pièce du premier étage côté cour, avec sa cheminée en marbre noir, les lambris et la porte Louis XVI, a dévoilé après décapage des enduits deux arcades supportées par un pilier de pierre, cet ensemble étant intégré dans le mur mitoyen avec le 9, rue de la Boucherie. Il s'agit

d'une double niche de style Renaissance.  
Le pilier médian comporte des rainures identiques à celles des arcades du passage latéral.

Une deuxième observation porte sur la dimension de la maison Renaissance. Elle n'avait pas la même profondeur que la maison actuelle.



L'extension de la maison a eu lieu probablement au XIX<sup>e</sup> siècle si on considère comme repère de datation les encadrements de pierre de taille des ouvertures côté cour. Ils sont en effet de style et de facture différents de ceux employés lors de la rénovation du XVII<sup>e</sup> siècle, toujours en place à ce jour côté rue et côté passage frontal.

#### Niveau +3 et combles

Aucune observation n'a pu être faite sur l'exhaussement de la maison. La charpente, de belle facture, certainement agrandie en direction de la cour, est construite dans le même style que les parties plus anciennes de la même charpente. Le décrochement de la maison et la silhouette de la toiture a donné lieu à supposer une construction de la maison en deux phases. L'analyse du style de la facture de la charpente ne permet plus de supposer que la toiture a été réalisée en deux temps. Elle se présente sous une forme très homogène.

La toiture a une inclinaison de 60 %, typique pour nos régions, comme l'usage de la couverture d'ardoise préconise une inclinaison théorique de 50 à 60 %. La maison était par ailleurs coiffée de deux épis de faîtage, d'habitude en plomb, mais qui ne subsistent plus.

La charpente correspond au type de charpentes à fermes et à pannes. Elle se compose d'une panne faîtière rythmée par un ensemble (au moins 5) de faux entrails, contrefiches poinçons de fermette. Les chevrons sont en effet dissociés des éléments

de structure, la ferme, en les faisant reposer sur les pannes. Les plus anciens cas en Belgique remontent au deuxième quart du XVI<sup>e</sup> siècle.



**Inclinaison de la toiture: 60 %**

(Source consultée sur la typologie des charpentes: Patrick Hoffsummer, *Etude et Documents, monuments et sites, les charpentes de toitures en Wallonie*, Namur 1995, p. 97-100)

## La transformation de la maison au début du XIX<sup>e</sup> siècle

La datation de cette transformation importante, c.-à-d. la réorganisation des pièces avec introduction de nouvelles cloisons et d'un escalier en bois ainsi que d'une décoration intérieure homogène à partir des décors, s'avère peu précise. En effet, la rénovation pourrait embrasser environ 50 ans si on considère la présence des styles Louis XV, Louis XVI et Empire.

Les données historiques en rapport avec la présence du style Empire proposent une fourchette chronologique plus restreinte, allant de 1804 à 1815. La découverte de ce type de papier peint sous les lambris Louis XV du 2<sup>e</sup> étage est un indice concret qui fait penser que ceux-ci ont été réutilisés puisque le papier peint datant du XIX<sup>e</sup> siècle est d'origine.

A cette époque charnière, le Luxembourg fait partie des départements français (à partir de 1795) et connaît comme la France le même sort au niveau des intérieurs richement décorés: vente sous forme de biens nationaux ou démolition ravageuse. Les acquéreurs, souvent des parvenus, meublent leurs hôtels de possessions d'anciennes maisons nobles ou d'anciens refuges abbaciaux.

L'Etat est en banqueroute en 1797 et sa relance se fait sentir au niveau de l'industrie manufacturière après 1804, ranimée par





**Papier peint en trompe-l'œil: une frise alternant motifs décoratifs et figures féminines de statues gréco-romaines, XIX<sup>e</sup> siècle**

Napoléon et connu sous le terme de style Empire (1804-1815).

Le décor intérieur avant 1809 prolongeait l'Ancien Régime tandis qu'après cette date le décor d'inspiration classique devient rigide et coloré et emploie des techniques qui exigent une rapidité d'exécution.

Ainsi est-il très usuel d'apposer des ornements en relief en plâtre moulé et doré sur une boiserie. Cela est aussi le cas dans la maison 11, rue de la Boucherie, au niveau de la chambre Empire (rez-de-chaussée, donnant sur cour).

Le papier peint de style Empire représente des scènes classiques de l'Antiquité, comme le démontre le fragment retrouvé au 2<sup>e</sup> étage côté rue. La chambre richement décorée du côté cour, intégrée ultérieurement dans la maison, relève du même style.

Ainsi existe-t-il de fortes présomptions que les rénovations de la maison 11, rue de la Boucherie, qui ont eu une envergure importante, n'ont pu se faire qu'après 1809, c'est-à-dire après la relance des manufactures dont émane le style Empire.



# Maison Gëlle Klack

## La niche d'angle et la statue de St-François Xavier

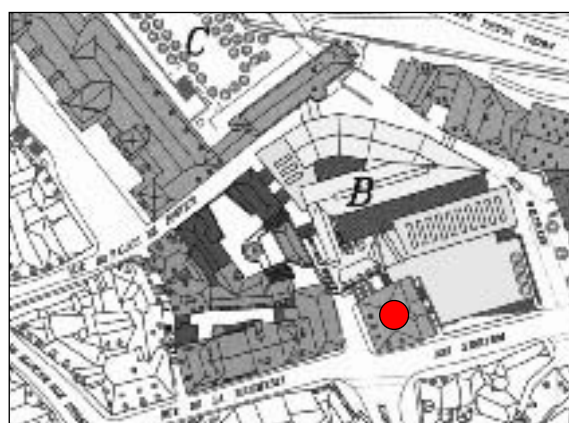
Les maisons urbaines comportent souvent une niche d'un saint protecteur.

St-François Xavier, le saint des missionnaires est placé dans la niche d'angle de la maison Gëlle Klack pour des raisons encore peu élucidées.

## La vie du saint

Francisco de Jaso, né en 1506 dans le château de Javier en Navarre, de sang noble, fait ses études universitaires à Paris vers 1525. Devenu prêtre en 1527 à Venise, il fréquente quelques années plus tard Ignace de Loyola avec qui il noue une intense amitié, qui débouche avec l'aide d'autres compagnons sur la fondation de l'Ordre de la Compagnie de Jésus. Après son séjour en Italie, il devient, à la demande du roi du Portugal, inspecteur des missions aux Indes, qu'il commence avec une première visite à Goa. Il se consacre aux Européens qui vivent en Inde, mais aussi aux indigènes par la prédication et l'assistance à tout un chacun, malade, pauvre ou prisonnier. Il se rend au Japon, puis essaye de regagner la Chine, qui défend l'accès aux étrangers. Avant d'atteindre son but, il meurt sur une île proche de Canton le 3 décembre 1552.

**La représentation du saint:** habit sacerdotal, attributs: crucifix, coupelle baptismale et les Indiens, le cœur enflammé, symbole de l'amour pour Dieu, le chapeau et la pèlerine, symbole de ses voyages.



**Saint protecteur:** des missionnaires, des marins, des touristes.

**Sa fête:** le 3 décembre.

**Dévotions particulières:** invoqué contre la peste.

Source : Rosa Giorgi, *Les saints, repères iconographiques*, Paris, 2003



**Pièce Louis XVI: banquette pour déposer les poutres en bois (1<sup>re</sup> phase), emplacement élargi du soubassement de la première cheminée d'origine (2<sup>e</sup> phase)**



**Traces d'un incendie important et deux socles des piliers d'une ancienne cheminée (3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> phases)**

## **Les fouilles archéologiques réalisées sur l'extrados de la cave nord**

Les fouilles archéologiques ont été réalisées au-dessus des caves voûtées dans la belle pièce avec la cheminée Louis XVI ainsi que dans la pièce adjacente, donnant sur le passage latéral côté 11, rue de la Boucherie.

*Les phases de construction en résumé:*

- Construction des murs de la cave actuelle, sans voûtement, mais plafond en bois posé sur une banquette maçonnée. Preuve: les traces d'enduits retrouvées entre le mur et le voûtement permettent de déterminer un niveau de circulation avant la construction de la voûte;
- Construction de la voûte actuelle. Dédoublage de la façade nord (côté Musée) par ajout d'un nouveau mur de façade avec une orientation différente. Cheminée à l'emplacement de la cheminée actuelle;
- Incendie important recouvrant le remblaiement de la voûte et le soubassement de la cheminée;
- Déplacement de la cheminée dans la pièce sise côté passage latéral. Nouveau cloisonnement des pièces. La cheminée condamnée devient lavabo. La sortie d'eau était donc possible, ce qui fait supposer que la construction annexée au XVIII<sup>e</sup> siècle (côté place) n'existait pas encore;
- Dernière phase de construction avant les rénovations actuelles: déplacement de la cheminée vers l'emplacement actuel, nouveau cloisonnement qui correspond à la situation actuelle.

## Ilot A

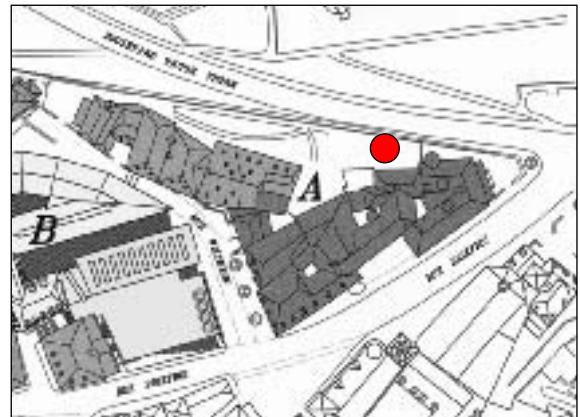
# Le quartier de l'ancienne Clinique Saint-Joseph

### Situation

L'ancienne clinique Saint-Joseph, située juste en face de l'église Saint-Michel, derrière le bâtiment du Conseil d'État et à l'angle des rues Sigefroi et Wiltheim, longe du côté du boulevard Thorn le tracé du rempart datant de 1685. L'îlot de la clinique se situe donc entre l'ancienne place du vieux marché et la descente du Schéieschlach, qui selon les hypothèses devrait être d'origine romaine.

L'ensemble architectural présente une morphologie de bonne conservation pour ce qui est des parties anciennes, mais de qualité médiocre concernant l'architecture greffée sur et contre les anciens bâtiments au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

L'ancienne clinique à elle seule ne peut pas suffire pour faire l'objet d'une analyse générale et exhaustive pour la compréhension de l'évolution du quartier. Les îlots avoisinants sont aussi à mettre à contribution.



**La place du Marché-aux-Poissons et les premières maisons de la rue Wiltheim**



**Vue aérienne**



## Les fouilles archéologiques

Les fouilles entamées dans le jardin de la Clinique St-Joseph sont réalisées en vue de trouver des réponses précises sur l'existence d'une poterne conduisant au Pfaffenthal, qui est à ce jour une hypothèse de travail. Elle n'a pas été découverte jusqu'alors. Une deuxième piste d'investigation concerne l'existence du marché ancien sis devant l'église Saint-Michel. Les fouilles archéologiques pourraient donner la réponse sur l'aménagement de la place, p. ex. quant à l'existence d'installations fixes, d'une halle ou de plusieurs étals de marchands. Pour le moment, moins d'une demi-douzaine de poids de monnaies du XVI<sup>e</sup> siècle retrouvées dans les caves comblées de déchets organiques pourraient fournir un premier indice sur le caractère mercantile des environs de l'ancien «Fäschmaart». Les fouilles du sous-sol réalisées en 2003 en face de l'église Saint-Michel devraient fournir plus de précisions.



Jardin de la clinique Saint-Joseph

Au-delà des études architecturales des immeubles, du point de vue de leur style de construction et de leur décor intérieur, les fouilles dans la cour du Schéieslach, au niveau des caves et dans le jardin, devraient permettre de mieux saisir le passé construit avant la phase de construction des actuels bâtiments.

Les sondages réalisés donnent lieu à envisager des pistes potentielles de recherche archéologique : un pavé est logé à moins d'un demi-mètre sous le niveau des chapes actuelles des caves, un sondage de micro-pieux prévoyant des profondeurs de 8 m avant l'apparition de la roche dure dans le jardin, etc. Les fouilles archéologiques du jardin ont commencé en septembre 2002. Les premières démolitions concernent l'aplanissement du jardin aménagé par les sœurs chrétiennes.

Le jardin a été aménagé après 1911 lorsque la clinique Saint-Joseph est devenue la propriété de l'association des Sœurs de la Charité Saint-François. Le jardin abrite un lieu de culte de la Vierge de Lourdes vénérée dans une grotte reconstituée.

Les débris de statues de saints, la Vierge portant un manteau bleu ciel ainsi qu'une petite statuette représentant probablement Bernadette en adoration, figurent parmi les découvertes à associer à la grotte.





**Flacons et récipients médicaux retrouvés dans la terre de jardin**

Plusieurs flacons de médicaments avec des inscriptions de docteurs parisiens ainsi que des petits pots en porcelaine en impression de l'adresse de la pharmacie du Cygne, rue de la Boucherie, ont été retrouvés dans la terre de jardin.

Les plans cadastraux démontrent ensuite pour les années 1880 l'existence assez brève d'une construction d'annexe au niveau du jardin ou de l'ancien territoire de la forteresse. Toutefois cette époque est peu documentée par des objets archéologiques. Quatre fosses creusées sous forme de fosses à déchets ou de latrines ont dévoilé des fragments de poterie, d'ossements, de verre du XVIII<sup>e</sup>/XIX<sup>e</sup> siècle.

Le creusement en profondeur a ensuite permis de mettre en évidence à 1,5 m du mur de Vauban une deuxième construction, d'une épaisseur de 2 m sur une hauteur en assise de 50 cm environ,

située parallèlement au mur de la forteresse. Cette bande maçonnée a d'abord été interprétée de manière erronée comme s'agissant du «nouveau mur» construit au temps de la Renaissance. Les investigations ultérieures ont toutefois confirmé que ce mur repose sur un remblai de terre datant, par les monnaies, par le type de céramique et par la présence de fragments de boulets métalliques, du XVII<sup>e</sup> siècle.

Ainsi la construction du mur de Vauban, longeant le boulevard Thorn documenté par des plans de Vauban et par des écrits dans les années 1684/85, est à situer dans un contexte d'aménagement plus vaste. Les constructions ne se limitent pas seulement au mur situé le long du boulevard Thorn, mais encore et ce qui est connu, à l'aménagement de la fausse braie devant le mur, ainsi qu'à l'installation d'une sorte de plate-forme longue et étroite derrière la

courtine. Cette plate-forme étroite a pu faire fonction de soubassement stable, nécessaire surtout durant les temps pluvieux pour assurer le positionnement et le déplacement de canons. Les caves en voûte en berceau orientées perpendiculairement au mur du rempart rappellent des casemates pour artillerie lourde, qui devraient y trouver leur place, compte tenu de la proximité du bastion du château et de l'accès possible par le Schießeslach.

A la fin de l'année 2002, une visite informelle a été organisée afin de montrer ces découvertes au public averti, avant la démolition inévitable des couches de terre et de maçonnerie découverte, pour permettre de progresser dans la documentation du sous-sol.



**La fouille archéologique montrant d'une part le mur existant (à gauche) et une plate-forme étroite facilitant probablement le déplacement d'une artillerie lourde**



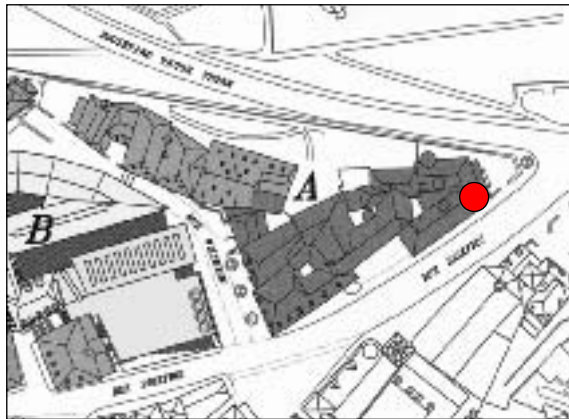
**Petits objets en métal:  
crucifix, chaîne, appliques vestimentaires**



**Bombardement de la courtine et du bastion du château lors du siège de 1684, d'après le plan de Simancas (Espagne)**

# Le Conseil d'Etat

Inauguration du bâtiment  
le 28.1.1960



Article paru dans le Luxemburger Wort le 29.1.1960

Freitag, 29. Januar 1960

## Das neue

am Fischmarkt wurde gestern i  
sowie im Beisein der höchst

Der Staatsrat, der gemäß offizieller Rangordnung an dritter Stelle — gleich hinter Kammer und Regierung — figuriert, tritt nur selten vor die große Öffentlichkeit. Sein Wirken vollzieht sich am Rande der politischen Schlagzeilen und er verzichtet bewußt auf jede geräuschvolle Effekthascherei.

Trotzdem — oder vielmehr gerade deshalb — erfreut er sich eines Ansehens, um das ihn manch andere im Blickfeld unseres politischen Lebens stehende Körperschaft beneiden könnte. Im Gewoge der politischen Kämpfe und Leidenschaften und im Widerstreit gegensätzlicher

Veran  
Herr  
Anstr  
nehm  
heute  
recht  
Stroh  
Haupt  
auf j  
sie tr  
am P  
Ein  
möch  
Staats  
in da



II. KK. HH. der Prinz von Luxemburg und



# Gebäude des Staatsrates

in Anwesenheit II.KK.HH. des Prinzen von Luxemburg und des Erbgroßherzogs  
den weltlichen und kirchlichen Autoritäten seiner Bestimmung übergeben

verantwortlicher Bauunternehmer war Michel Peiffer. Den gemeinsamen Leistungen der Architekten, Unternehmer, Handwerker und Arbeiter ist ein Bau zu verdanken, der sich vorteilhaft in die architektonische Struktur dieses ältesten Viertels unserer Stadt einfügt. Dabei wurde bewußt jede Monumentalität verzichtet, wie in dieser Umgebung durchaus fehl am Platze gewirkt hätte.

Einfach, und doch würdig und elegant ist mit dem Präsidenten des Staatsrates das neue Gebäude bezeichnet, in die hohe Körperschaft Mitte De-

hutz; Bürgermeister Emile Hamilius; die Gerichtspräsidenten Alph. Huss, Luxemburg, und Félix Steichen, Diekirch; die Stadträte Me Alex Bonn, Luxemburg, und Me Alex Probst, Diekirch; Me Roger Wurth, Präsident der Chambre des Notaires; Minister Albert Wehrer; Herr Tony Riezer, Herr Ernest Arendt und Herr Jean Minister Pierre Pescatore in ihrer Eigenschaft als Mitarbeiter am „Livre Jubilaire“ des Staatsrates; Staatsarchitekt Hubert Schumacher mit den Herren Constant Gillardin und Romain Frieden; Attaché André Claude vom „Service Information et Presse“.

panoramique grandiose s'offre à nos yeux, embrassant les hauteurs de Hamus et d'Elch, en passant par celles de Fetschenhof et des Trois Glorés. Je ne me hasarderai pas à une description: vous connaissez celle que Goethe en a donnée.

Ce site merveilleux, je crois que notre maison ne le dépasse point. Sa façade sobre et élégante s'incorpore, autant que le permettait les exigences de l'architecture, dans la silhouette de ce quartier du Marché aux Poissons, le plus ancien de notre Ville.

L'aménagement intérieur du Flammant a été conçu en considération du but auquel il doit servir, et l'on n'a pas perdu de vue que dans un avenir prochain le nombre des conseillers d'Etat devra être augmenté. Notre salle des séances est spacieuse. L'acoustique y est excellente. Son décor paraît approprié à ceux qui croient que le Conseil d'Etat est un Corps austère. Des cabinets de travail en nombre suffisant permettront de faire siéger simultanément plusieurs commissions. Nous disposons d'une bibliothèque où nous pourrions sans déplacements inutiles consulter les livres qui sont les outils indispensables de nos travaux. Nos fonctionnaires enfin sont logés dans des bureaux bien éclairés et confortables.

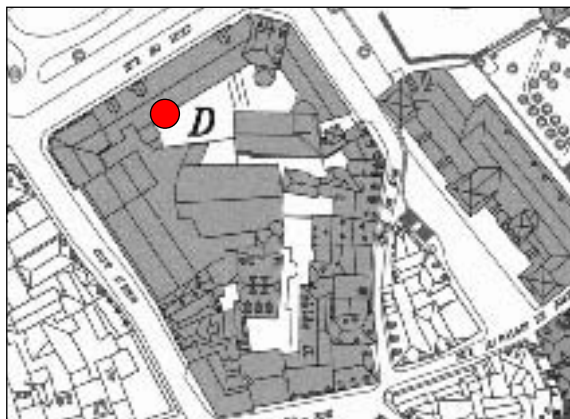
En un mot, nous sommes hautement satisfaits, mes collègues et moi, de notre maison. Et ce n'est pas simplement une formule banale, lorsque je dis que c'est pour nous un agréable devoir de remercier tous ceux qui ont contribué à sa construction.

Je nommerai en premier lieu le Gouvernement qui a fait inscrire au budget les crédits indispensables, et la Chambre des Députés qui les a votés. J'ajouterai que pendant l'édification et jusqu'à l'achèvement du bâtiment, nous avons trouvé auprès du Gouvernement une généreuse compréhension pour les vœux que nous lui avons soumis. Mais j'aurais la mémoire bien ingrate, si je n'englobais dans ces remerciements le Gouvernement qui était en exercice au moment où la construction fut décidée et commencée, et je ne puis m'empêcher de rappeler que c'est un Ministre des Tr-



der Erbgroßherzog, umgeben von den ausländischen Diplomaten und den





## Ilôt D

## Le quartier rue du Nord

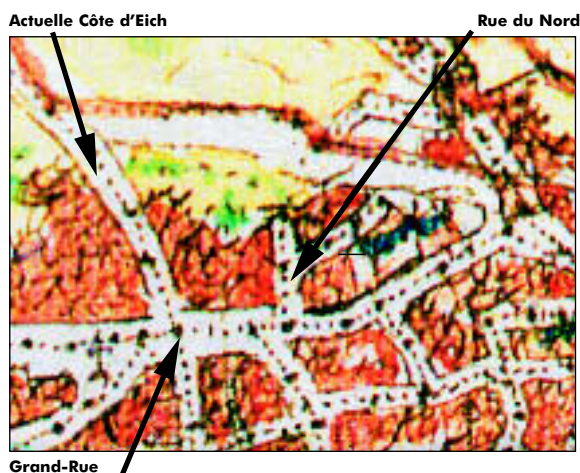
### Le tissu urbain

Les habitations se concentrent essentiellement le long des rues tandis que des espaces non construits, exploités comme jardins, se situent à l'intérieur de l'îlot Nord et le long du rempart. L'enceinte médiévale est lisible dans le tissu urbain de la Renaissance.

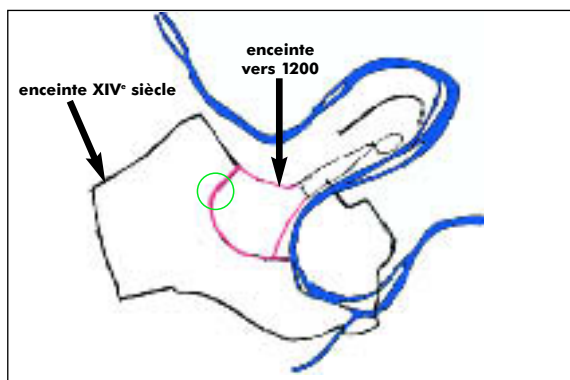
L'enceinte médiévale datant d'environ 1200 traversait l'îlot rue du Nord. Elle est conservée seulement en partie du côté de la porte des Trois Tours.

Dans l'îlot, elle est intégrée en partie dans les façades arrières. Un fossé assez large précédait la muraille médiévale.

Deux longues bandes régulières traversent l'îlot à l'intérieur, qui correspondent à l'ancien fossé médiéval comblé. L'usage du début du XIX<sup>e</sup> siècle en tant que passage et chemin carrossable pour l'artillerie lourde était le seul moyen possible pour accéder à la casemate actuellement conservée sous des maisons et sous la rue du Nord. Encore à ce jour, le terrain présente une pente douce et une différence de niveau par rapport à la rue du Nord.



**Plan Deventer, vers 1560, extrait du plus ancien plan de la ville de Luxembourg**



**Plan schématique des enceintes médiévales de la ville de Luxembourg**



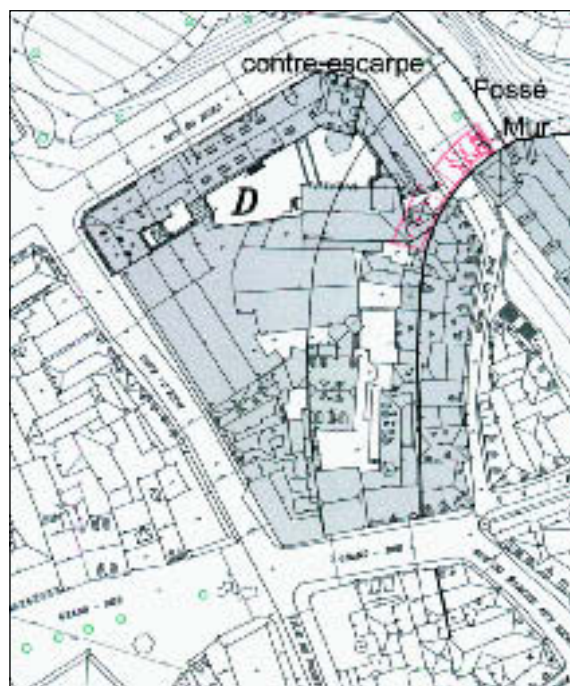
**Palais du Gouverneur, actuel Palais de Justice**



**Partie nord de la ville d'après le plan-relief, Paris**

L'îlot présente plusieurs types anciens de parcelles (avant démantèlement de la forteresse):  
 parcelles étroites et longues  
 du type maison frontale-cour-bâtiment arrière (rue côte d'Eich), des maisons d'angle avec ou sans cour, des parcelles entièrement construites intégrant l'enceinte médiévale (rue du Nord, côté est), bande au milieu de l'îlot: ancien fossé et quelques constructions.

L'ancien mur médiéval situé du côté de la vallée du Pfaffenthal est substitué par le bastion du Gouvernement construit en plusieurs phases dès 1565. La pente naturelle est transformée en paliers pour mieux pouvoir défendre la ville haute. Cet ouvrage est appelé les «trois pigeons» car trois échauguettes ornaient la pointe saillante des terrasses.



**Plan actuel des toitures et indication de la casemate souterraine (en rouge) et du fossé médiéval**



**Plan militaire de 1826**



**Partie de la forteresse démantelée en 1876**

Des bâtiments militaires sont construits pour le stockage de vivres. Une grande écurie se trouve intra-muros, rue du Casino. La rue du Nord a été peu modifiée. La rue du Casino est transformée en impasse.



**Avant 1880:  
le terrain de  
l'ancienne  
forteresse a été  
mis en vente  
aux enchères.  
Deux  
propriétaires  
acquièrent les  
lots**

**Après 1880.  
Construction  
des bâtiments  
le long  
de la nouvelle  
rue créée**



## La rue côte d'Eich

Cette rue portait anciennement les noms de rue de Neunheuser, puis rue du Rempart, après 1854 rue du Casino. À partir de sa reconstruction vers 1685 jusqu'à sa démolition en 1958, la maison Neunheuser avait rempli d'innombrables fonctions:

- Avant le XIX<sup>e</sup> siècle: maison patricienne et bourgeoise des familles Schönfels, Neunheuser, de Bellerroche, une école d'instruction de jeunes filles des Chanoinesses de St-Augustin;
- Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle: après 1828, transformée en casino militaire pour officiers célibataires prussiens, nourris et logés, siège de la seconde loge maçonnique de Luxembourg, celle de la loge militaire;
- Acquisition par M. Haal en 1868: construction d'une salle de gymnastique, locaux pour l'association ouvrière «Gesellenverein» pour les trois divisions hiérarchiques du métier d'artisan: l'apprenti, le compagnon et le



**Construit en 1958, l'actuel bâtiment est affecté à la Justice**





**La rue côte d'Eich avant le rétrécissement**

maître. Logement pour particuliers et sociétés. Les associations présentes dans ce bâtiment: la Société de Lecture, la Société de St-Vincent de Paul et la Société d'histoire, de littérature et d'art luxembourgeois.

## **La rue du Nord, au dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle**

## **Les travaux réalisés par l'Etat, en relation avec le démantèlement de la forteresse**

Le démantèlement décidé lors du Congrès de Londres en mai 1867 a nécessité, au-delà de la démolition concrète des vestiges de la forteresse, la mise en place d'un véritable programme urbanistique.



**Ancien hôtel Neuheuser puis Casino militaire avec la statue de saint Michel trônant au-dessus de la porte d'entrée, avant 1958**



**Plan de 1868, représentant les parties sensibles de la forteresse à aménager**



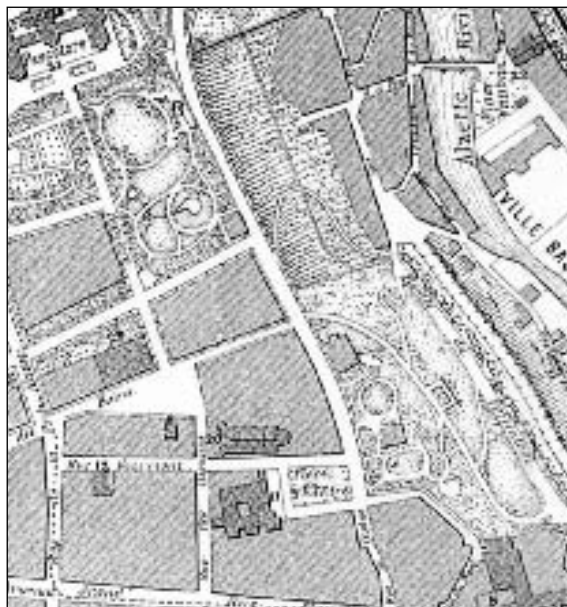
Pour l'îlot de la rue du Nord, les archives consultées permettent de suivre le démantèlement proprement dit, l'élaboration de projets et la réalisation de l'état actuel. Une commission de démantèlement se réunit entre les années 1868 et 1874 pour débattre des questions de démantèlement et d'urbanisme par rapport aux divers quartiers de la ville qui touchent les remparts et les différents fronts et vestiges isolés de la forteresse. Les discussions portent aussi sur les lieux à choisir pour percer les futurs grands axes de circulation.

Des architectes étrangers comme Edouard André ou encore l'architecte de la Ville de Bruxelles M. Jamaer sont consultés pour l'élaboration de plans d'urbanisme en rapport avec l'agrandissement de la ville.

Le paysagiste André propose en juin 1871 une couronne verte autour du vieux noyau urbain. Dans la partie nord de la ville, il essaye de mettre en pratique ce même principe, qui est discontinu certes, mais qui propose des promenades d'un espace vert à un autre.

C'est dans cette logique que l'on devrait comprendre que la démolition de la forteresse bordant l'îlot de la rue du Nord n'était pas une chose acquise et unanimement partagée. Les opinions divergeaient.

L'architecte Jamaer de Bruxelles, choisi comme expert sur recommandation privée d'Emile Metz, explique dans son rapport de juin 1872 que le jardin du Casino «est un des plus beaux plateaux de la ville» qui mérite la conservation intégrale. Un «morcellement est un acte de vandalisme» et d'après l'architecte, ce jardin est facilement



**Plan montrant les espaces verts d'après les plans de l'architecte André. Le plan de 1890 n'est pas remis à jour, qui représente toujours les anciens murs de la forteresse du côté de la rue du Nord**

accessible à partir des voies de communication existantes.

Une opinion divergente de celles des experts transparait à travers le plan du projet signé par Worré, ingénieur en chef des Travaux Publics, datant du mois de novembre 1871. Ce plan étudie la partie nord de la ville dans son contexte urbanistique plus large, en y intégrant les rues situées entre la rue des Capucins et la rue du Nord. La nouvelle trame urbaine projetée repose sur un quadrillage rigoureux et des fronts de rue rectilignes.

Il propose l'élargissement des anciennes rues, celle de l'impasse, partie de l'actuelle rue du Nord, ce qui devait conduire à l'expropriation et à la démolition des anciennes maisons qui bordent les rues quelquefois tortueuses.



**La rue côte d'Eich, ancienne rue du Casino.  
A droite la «maison Reuss», à gauche la  
blanchisserie actuelle**



**Le nouveau front de rue datant vers 1880**

En mai 1871, les observations d'un expert luxembourgeois, le sieur de Scherff, démontrent son parti pris pour un embellissement de l'axe rue du Casino à la sortie du périmètre habité. Il déplore que cette entrée de la ville offre à cette date une «affreuse saillie», celle de la maison Hollenfelz. De Scherff propose d'élargir la rue du Casino et d'aménager une belle place, la place du Théâtre. Le fonctionnaire Sivering écrit au Directeur des Travaux Publics et de la Justice, M. Vannerus, en juin 1872 qu'il faudrait songer à résoudre le raccordement avec la place du Théâtre et qu'il faudrait envisager une maison de symétrie à la maison Reuss (côté ouest), puisque le pignon qui se propose à ce jour est laid.

Dans les années 1880 la maison d'angle des rue du Nord et rue du Casino, sise en face de la maison Reuss, est enfin construite. Mais il faudra attendre jusqu'en 1903 pour que l'élargissement de la rue du Casino soit décidé par la Commune de Luxembourg.

Le mur de forteresse qui coupait l'actuelle rue du Nord en oblique est démoli à partir de juin 1876. Une nouvelle rue partant de la rue du Casino est construite.

Le raccordement de l'ancienne rue du Nord à la nouvelle rue ainsi que le lotissement du terrain sont réalisés. Les travaux prendront une bonne dizaine d'années.

L'ingénieur en chef de 1871 prend le poste de Directeur de la Justice et des Travaux Publics.

Worré met en pratique ses anciens projets concernant la rue du Nord. Le jardin du Casino est rasé, en 1877 et 1878 selon devis, cahier des charges et ordonnance de paiement.

L'appel d'offre comporte un cahier des charges imprimé, mis à disposition des entrepreneurs, qui précise entre autres que les énormes quantités de terres à enlever seront à transporter par les soins de l'entrepreneur à l'endroit choisi par le maître d'ouvrage.

La distance à parcourir ne doit pas dépasser 800 mètres. Dans les correspondances, il est question d'utiliser les terres du bastion pour le nouvel aménagement de la Côte d'Eich. Les travaux de démolition sont achevés, à en juger par la date des ordonnances de paiement, en avril 1878.

Une certaine pression pèse sur le voisin immédiat de l'ancien mur de la forteresse, Monsieur Auguste de St-Hubert, fabricant de chicorée. On lui refuse l'achat des nouvelles parcelles à créer en juin 1876. Il est menacé d'expropriation et adresse une lettre minutieusement argumentée de son refus catégorique d'expropriation et de démolition de sa maison, ceci en août 1879. En effet, il a perdu le bail de son échoppe qui empiétait en partie sur la voie publique. Elle fut démolie suite à la demande de cessation de bail adressée à la Ville de Luxembourg le 23.2.1877.

La nouvelle rue partant de la rue du Casino est créée malgré des problèmes de voisinage.

Les droits de passage et les dédommagements pour le déblaiement à faire en faveur de Monsieur de St-Hubert sont réglés en janvier 1878. Enfin le crédit pour le pavage de la partie de rue en direction de la rue du Casino est liquidé en décembre 1878.



**Plan de 1888 représentant les nouveaux propriétaires: Wenger à l'angle de la rue et St-Hubert au tournant de la rue. La jonction entre l'impasse du Nord et la nouvelle rue partant de la rue du Casino est réalisée seulement en 1888, dix ans après le démantèlement de la forteresse**

Le nouveau terrain est intégré dans le périmètre de construction, subdivisé en six lots et mis en vente aux enchères.

Les prix flambent. Le terrain vaut cher à cette époque. Le 6.7.1878, la vente par adjudication publique fait doubler ou tripler les prix de base annoncés. Un prix de 6 fr le m<sup>2</sup> annoncé est adjugé à 14,5 fr le m<sup>2</sup> pour le lot 1. Pour les lots 5 et 6, la somme de départ est même triplée. La valeur de départ de 3 fr le m<sup>2</sup> passe à 9,87 fr le m<sup>2</sup>.

L'huissier J.P. Wenger acquiert les lots 1 et 2 situés à l'angle de la rue du Casino, en face donc de la maison Reuss. Il paye 5080 fr, une somme qui correspond au cachet que touche l'architecte André de Paris pour ses honoraires.

Auguste de St-Hubert acquiert les autres lots: pour 4200 fr les lots 3 et 4 et pour 5225 fr les lots 5 et 6. Il construit une propriété qui mesure plus de 73 m de façades le long de la rue du Nord.

Aujourd'hui l'aspect uniforme et régulier s'adapte parfaitement pour héberger une administration. Tel n'était pas le cas à l'origine. Le fabricant de chicorée avait certainement fait de cette construction sa demeure privée, logée sans doute dans le corps de bâtiment situé dans le tournant de la rue qui est aussi décoré intérieurement. Cette construction était le moyen pour afficher sa richesse, son aisance mais également son statut social de fabricant ou d'industriel.

Le bâtiment côté rue du Casino était probablement destiné au logement du personnel qui travaillait dans sa fabrique de chicorée. A cette époque, le patronat mettait très souvent à disposition de ses ouvriers des logements.

Les sous-sol et rez-de-chaussée étaient sans doute affectés à la fabrication de la chicorée.

Le bâtiment sis du côté du bâtiment du Palais de Justice est plus bas. Sa construction est d'une dizaine d'années plus récente que la construction côté rue du Casino. Son affectation pourrait être mise en relation avec le processus de fabrication de la chicorée (meules pour moudre, torréfaction, emballage, stockage, etc.).

La construction de ce bâtiment bas est en relation avec l'aménagement de la voie publique, concernant cette portion de rue, sur une longueur d'environ 30 m.

En effet, les travaux de voirie ne sont pas encore achevés en 1878. La rue du Nord se présente sous la forme de deux impasses au milieu des années 1880. Un terrain vague légèrement incliné entrecoupe la voirie. Divers acteurs entrent en jeu dans l'entreprise de réunir les deux impasses pour former une seule rue, l'actuelle rue du Nord : le



**La construction basse réalisée en 1888 au moment de l'abaissement de cette portion de rue**

voisinage proche réclame des indemnités et des garanties de stabilité pour leurs maisons. La Commune donne des autorisations de construire et refuse la participation aux frais d'aménagement de la voirie en argumentant qu'il s'agit d'une intervention qui est à mettre en relation avec le démantèlement de la forteresse. L'Etat est donc le propriétaire et le maître d'ouvrage; il s'agit d'un terrain de la forteresse comprenant le flanc du bastion du Gouvernement ainsi que d'une cave casematée sise sous la rue.



**Visée à partir des casemates souterraines qui permettaient le flanquement du mur d'enceinte**



## CHAPITRE

---

# V.



LE SITE INTERNET  
[www.vieilleville.lu](http://www.vieilleville.lu)

# Autres regards sur le Fonds

## Publications et contacts à l'étranger

### Publications

#### 1. «De Fëschmaart» Description

auteur: Isabelle Yegles-Becker, Luxembourg, 2002

Illustré de 468 photos, plans et dessins sur 384 pages, le livre retrace l'histoire de l'un des plus anciens quartiers de la ville de Luxembourg. Le travail de l'archéologue se caractérise par une étude rigoureuse et scientifique. L'accent est mis sur la documentation des traces archéologiques découvertes dans le sol et après décapage des enduits de murs. Un certain intérêt est porté sur l'affectation des maisons et sur les transformations qu'elles ont subies au fil des siècles. L'être humain y trouve sa place à travers ses empreintes laissées au niveau de l'architecture et des décorations intérieures. Les noms et les occupations journalières de ceux qui ont jadis vécu au *Fëschmaart* sont réunis dans l'ouvrage.

La recherche historique présentée dans ce livre n'a pas la prétention d'être exhaustive mais elle se veut originale par son approche pluridisciplinaire. Les notions d'histoire, d'archéologie, d'histoire de l'art et d'architecture sont mises au service de l'étude d'un quartier qui forme le cœur de la vieille ville.

Le livre s'articule en trois parties:

La première partie est synthétique et chronologique. Le quartier analysé est présenté dans son ensemble. La question sur l'origine de la ville est abordée en fonction d'une découverte

archéologique inattendue portant sur les traces de peuplement avant l'an mil, faite au 11, rue de la Boucherie. Ceci a permis de porter un nouveau regard sur les débuts du site de Luxembourg. La partie de l'illustration porte sur l'objet du quotidien et sur l'évolution spatiale des constructions. Pour l'époque contemporaine, le projet d'architecture du Fonds de Rénovation de la Vieille Ville y trouve sa place.



La deuxième partie met en œuvre une généalogie architecturale, qui détaille le passé des maisons étudiées au cas par cas. On découvre ainsi quel usage l'homme entendait faire de ses demeures, de quelle manière il structurait l'espace d'habitation et le modifia en fonction de ses besoins. Les analyses sont détaillées en ce qui concerne les maisons sises côté impair de la rue de la Boucherie.

Les constructions anciennes qui hébergent le MNHA ont été considérablement transformées à partir des années 1930. Pour compenser les lacunes architecturales, les recherches ont été orientées sur les origines du musée ainsi que sur les nombreux projets d'architecture relatifs à la construction d'un musée qui n'ont jamais vu le jour.

La troisième partie illustre le cadre de vie du point vue architectural et décoratif. Les dessins et des photos commentés donnent un aperçu du patrimoine intérieur d'une maison: les fenêtres, les escaliers, les cheminées, les boiseries, les ferronneries, les stucs, etc. Ainsi, ce chapitre s'adresse comme source de comparaison architecturale et de décor intérieur aussi bien à un professionnel qu'à celui qui s'intéresse au cadre de vie du temps passé.

Les annexes comportent des plans d'ensemble de l'îlot *Fëschmaart*, un glossaire des termes techniques et un index des habitants de jadis.

Le livre est édité au moment où le Fonds de Rénovation de la Vieille Ville est en cours d'achever sa mission de rénovation de l'îlot B, c'est-à-dire d'un des quatre îlots dont la rénovation lui a été confiée par l'Etat en 1993. L'îlot B comporte le bâtiment principal du Musée national d'Histoire et d'Art et les maisons d'habitation situées entre les rues de la Boucherie, de la Monnaie et du Palais de Justice.

Editeur: Fonds de rénovation de la Vieille Ville et éditions le Phare, Esch-sur-Alzette.

Nombre de livres édités: 2000 exemplaires.

Vente: à partir de décembre 2002.

ISBN: 2-9599961-1-9.

## **2. Publication de deux articles**

in John Zimmer, *Aux origines de la ville de Luxembourg*, Luxembourg, 2002

1. Fouilles archéologiques au 11, rue de la Boucherie, un site d'habitation de la vieille ville de Luxembourg du VIII<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle

2. Les fouilles archéologiques 10, rue Wiltheim par Isabelle Yegles-Becker, p. 212-290

Cette contribution scientifique comprend des études réalisées par Marc Van Strydonck pour l'analyse au C14, par Jacques Hoffmann pour l'analyse de scories des bas fourneaux et par Benoît Clavel concernant l'étude des restes osseux médiévaux.

## **Gand: Invitation au colloque portant sur l'analyse des maisons urbaines**

Depuis des années, l'excellent contact avec le service archéologique de Gand donne lieu à une présentation de nos recherches et des méthodes d'étude adoptées sur la ville de Luxembourg.

## **Collaborations:**

### **Participation à l'élaboration du programme muséographique des salles d'exposition Moyen Age**

La réalisation et la réussite de la section médiévale du Musée national d'Histoire et d'Art sont sans doute le fruit d'une bonne coopération dans le contexte d'un travail en groupe entre les responsables du musée, l'équipe de la programmation muséographique et les archéologues médiévistes.

Les objets ont une histoire à raconter, qu'il s'agisse d'un seul objet ou d'une série d'objets ou d'une famille d'objets. Souvent le visiteur saura



**Bâle: congrès international  
MEDIEVAL EUROPE,  
présentation des recherches**

distinguer à qui appartenait l'objet, quel usage lui a été réservé, comment il avait été fabriqué ou dans quel processus d'activité il était utilisé.

## **Stage de fouille pour des étudiants du Musée national d'Histoire et d'Art**

Le Fonds de rénovation de la Vieille Ville a eu le privilège de pouvoir travailler avec quatre étudiantes engagées par le MNHA pendant les vacances d'été. Ceci nous a permis de poursuivre les fouilles archéologiques au moment où les équipes de fouille des entrepreneurs prennent leurs congés.

Le travail a été diversifié afin de motiver au maximum les jeunes. Un travail d'archivage et de

classement a été réalisé dans les bureaux du Fonds de rénovation. Les étudiantes ont aussi été initiées à la recherche historique aux archives en parcourant diverses publications du XIX<sup>e</sup> siècle puis en dépouillant certaines liasses d'archives. Les thèmes de recherche étaient liés pour les besoins de la recherche historique au profit du Fonds de rénovation aux installations de manufactures le long des cours d'eau pour la ville de Luxembourg, au démantèlement de la forteresse, au recensement de références de chartes médiévales, etc.

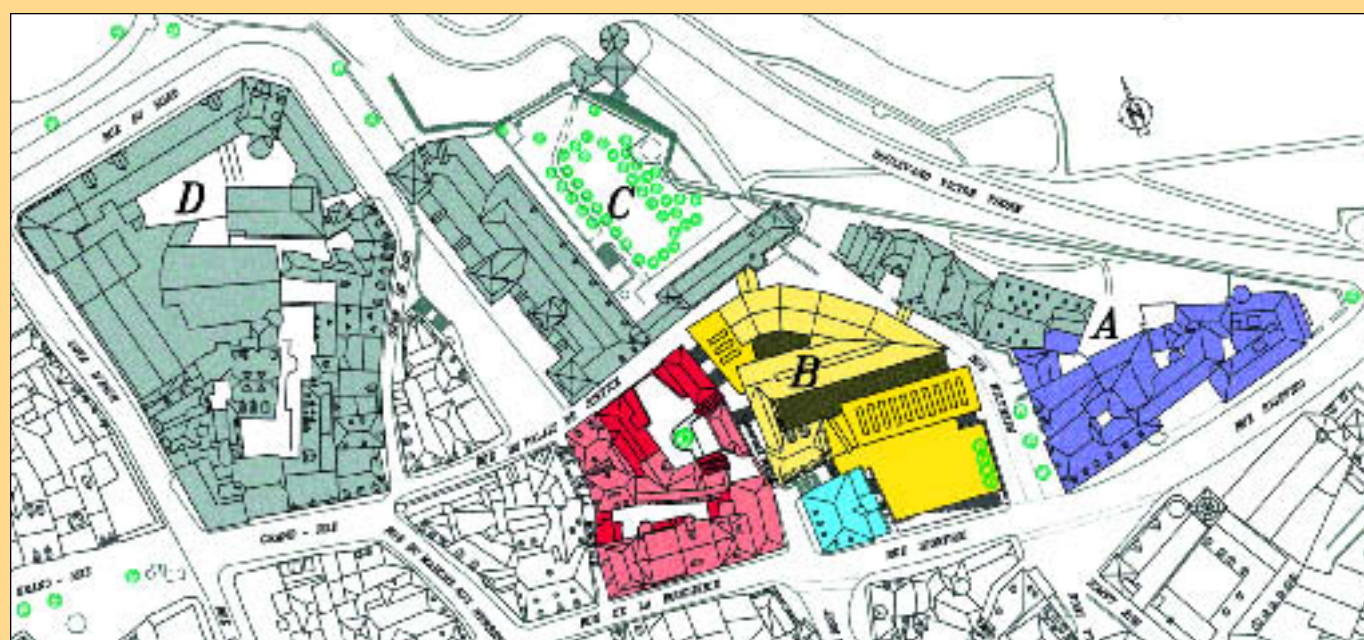


**Les étudiantes sur le chantier de fouille**



## CHAPITRE

# VI.



## **Loi du 29 juillet 1993 portant création d'un fonds pour la rénovation de quatre îlots du quartier de la Vieille Ville de Luxembourg**

(Mémorial A n° 59 du 5 août 1993, page 1116; doc. parl. n° 3687; sess. ord. 1992-1993)

modifiée par la:

loi du 20 décembre 2002 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat {Art. 42}  
(Mémorial A n° 143 du 23 décembre 2002, page 3259; doc. parl. n° 5000; sess. ord. 2002-2003)

### **TEXTE COORDONNE**

(Loi du 29 juillet 1993)

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est créé sous la dénomination de «fonds de rénovation de la Vieille Ville», ci-après appelé «le fonds», un organe spécial qui a le caractère d'un établissement public et qui est chargé de réaliser, pour le compte de l'Etat, les opérations visées à l'article deux.

(Loi du 20 décembre 2002)

Le fonds est constitué pour une durée de quinze ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

(Loi du 29 juillet 1993)

**Art. 2.** Le fonds a pour mission la rénovation, en totalité ou en partie, de quatre îlots d'immeubles dont les parcelles cadastrales sont désignées par les numéros et délimitées par les rues ci-après:

Ilot A: les parcelles 340/831, 341/1494, 343/889, 344/663, 345/634, 348, 352/2226 délimitées par la rue Wiltheim, le boulevard Victor Thorn et la rue Sigefroi;

Ilot B: les parcelles 333, 334/2132, 331/376, 357, 358, 333 délimitées par les rues Sigefroi, de la Boucherie, de la Monnaie, du Palais de Justice et Wiltheim;

Ilot C: les parcelles 209/1005, 209/1006, 327/1103, 328/1007 délimitées par les rues du Nord et du Palais de Justice;

Ilot D: les parcelles 280/1534, 280/1535, 280/1935, 280/2238, 286/2371 délimitées par les rues du Nord et Côte d'Eich.

Les parcelles figurent sur les extraits des plans cadastraux joints en annexe qui font partie intégrante de la présente loi.

La mission du fonds comprend principalement la restauration, la transformation, la construction ou l'adaptation d'immeubles ainsi que l'aménagement des alentours. Les opérations à réaliser par le fonds sont reconnues d'utilité publique.

**Art. 3.** L'Etat est autorisé à céder au fonds les immeubles qui lui appartiennent dans les îlots précisés à l'article 2.

Les autres propriétaires des immeubles des îlots concernés peuvent soit participer à la réalisation de la mission conférée au fonds, et cela suivant des modalités à convenir entre parties, soit lui céder leurs propriétés au prix du jour sans que toutefois il soit tenu compte d'une augmentation de valeur pouvant résulter des aménagements projetés ou réalisés par le fonds.

**Art. 4.** Le fonds doit être autorisé par le Gouvernement en conseil pour toutes les opérations concernant l'achat, la vente et l'échange d'immeubles.

L'autorisation du ministre des Finances est seule requise pour la location d'immeubles ou parties d'immeubles qu'il a gardés en propriété.

Les marchés de travaux et de fournitures conclus par le fonds dans l'intérêt de l'accomplissement de sa mission sont soumis à la législation de l'Etat relative aux marchés publics de travaux et de fournitures.

**Art. 5.** Les acquisitions, les cessions ou les échanges font l'objet d'actes administratifs à recevoir par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Les parties sont dispensées de recourir à la vente publique dans les cas visés par la loi du 12 juin 1816 qui détermine les formalités à observer à l'égard de la vente d'immeubles appartenant à des mineurs, à des successions acceptées sous bénéfice d'inventaire, etc., loi qui reste applicable pour le surplus.

**Art. 6.** Le fonds supporte les dépenses relatives à sa mission. A cet effet il est autorisé à lancer un ou plusieurs emprunts ou à se faire ouvrir auprès de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat ou auprès d'un autre établissement bancaire agréé au Grand-Duché de Luxembourg un ou plusieurs crédits jusqu'à concurrence d'un montant total de 2 milliards de francs.

Ces opérations financières se font sous la garantie de l'Etat qui en assume les charges d'amortissement et d'intérêts en ce qui concerne le ou les emprunts et les charges d'intérêts en ce qui concerne la totalité du crédit dont dispose le fonds auprès du ou des établissements bancaires.

Les conditions et modalités de l'emprunt, notamment les montants des différentes tranches ainsi que leurs dates d'émission, font l'objet de règlements à prendre par le ministre des Finances. Ces règlements peuvent prévoir que les intérêts du ou des emprunts sont exempts, en tout ou en partie, des impôts présents et futurs.

Les montants, les conditions et les modalités des ouvertures de crédit sont soumis à l'approbation du ministre des Finances.

**Art. 7.** Le fonds est exempt de tous droits, taxes et impôts généralement quelconques au profit de l'Etat et de la Ville. Cette exemption ne s'applique pas aux salaires des greffiers et conservateurs des hypothèques.

**Art. 8.** Le fonds est placé sous l'autorité du ministre des Travaux publics qui rend annuellement compte de la gestion du fonds à la Chambre des Députés.

La gestion financière du fonds est soumise au contrôle de la Chambre des Comptes.

**Art. 9.** Le fonds est administré par un comité directeur composé d'un délégué du ministre des Travaux publics, d'un délégué du ministre des Finances, d'un délégué du ministre des Affaires culturelles, d'un délégué du ministre du Logement et de l'Urbanisme, d'un délégué du service des sites et monuments historiques et de deux architectes de l'administration des Bâtiments Publics.

La Ville de Luxembourg y est représentée avec voix consultative.

Le comité directeur est présidé par le délégué du ministre des Travaux publics, ou, en cas d'empêchement, par le délégué du ministre des Finances.

**Art. 10.** Le président et les membres du comité directeur sont nommés et révoqués par le ministre des Travaux publics sur proposition des ministres concernés. Le ministre des Travaux publics peut nommer un ou plusieurs représentants des riverains qui n'ont que voix consultative et dont le choix se fait parmi les propriétaires d'immeubles situés dans les différents îlots.

Le comité-directeur est assisté d'un secrétariat dont les membres sont nommés par le ministre des Travaux publics.

Les décisions du comité directeur sont soumises à l'approbation du ministre des Travaux publics, l'accord du ministre des Affaires culturelles étant requis pour toute question d'ordre esthétique, historique et archéologique.

**Art. 11.** L'exécution des décisions du comité directeur, l'expédition des affaires courantes du fonds ainsi que la représentation du fonds en justice et dans tous autres actes privés et publics sont assurées par le président.

**Art. 12.** Dans la mesure de ses moyens, l'Etat met à la disposition du fonds les services, l'équipement et les installations nécessaires à son fonctionnement. Le fonds peut, sur autorisation du ministre des Travaux publics, s'assurer tous autres concours pour lui permettre d'exécuter sa mission.

**Art. 13.** Avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, le comité directeur soumet au Gouvernement un état d'avancement des travaux ainsi que l'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation et le compte de profits et pertes du fonds, lesquels sont vérifiés et arrêtés par la Chambre des Comptes. La forme de ces documents comptables est déterminée par le ministre des Travaux publics, sur avis du ministre des Finances.

**Art. 14.** Le fonds est dissous, soit de plein droit par l'expiration du temps pour lequel il a été formé ou par la consommation de l'opération qu'il avait pour objet, soit par décision du comité-directeur approuvée par le ministre des Travaux publics et le ministre des Finances. La dissolution se fait par règlement grand-ducal qui détermine, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles s'opère la liquidation du fonds.



CHAPITRE

---

# VII.



# Comptes annuels



## BDO Compagnie Fiduciaire

Experts-comptables  
Réviseurs d'entreprises  
Conseils fiscaux

"Centre d'Info"  
5, bd de la Paix  
Boîte postale 951  
L-2003 Luxembourg  
Tél : +352 49 123 1  
Fax : +352 49 123 20  
E-mail :  
bdo.compagniefiduciaire@bdo.lu

Au Comité Directeur du  
Fonds de Rénovation de la Vieille Ville  
Etablissement Public

### Rapport du Réviseur d'Entreprises

Nous avons contrôlé les comptes annuels ci-joints du Fonds de Rénovation de la Vieille Ville pour l'exercice 2002. Les comptes annuels relèvent de la responsabilité du Comité Directeur. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Comité Directeur pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Fonds de Rénovation de la Vieille Ville au 31 décembre 2002 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date.

Luxembourg, le 16 avril 2003

BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE S.A.  
représentée par

Marc LAMESCHI  
Réviseur d'Entreprises

Société Anonyme  
Capital: EUR 1.200.000  
RCS: Luxembourg 271176

# Fonds de Rénovation de la Vieille Ville

ACTIF	Notes	2002 EUR	2001 EUR
<i><b>Actif immobilisé</b></i>			
• Immobilisations corporelles	(5)	21.362.142,68	5.238,23
• Immobilisations financières		1.487,36	1.487,36
<i><b>Actif circulant</b></i>			
• Stocks			
Immeubles en cours de rénovation	(6)	29.495.742,30	42.661.136,57
• Autres créances		997.659,66	816.539,16
• Avoirs en banque		24.881,96	4.209,70
		30.518.283,92	43.481.885,43
<i><b>Comptes de régularisation</b></i>			
Perte de l'exercice		77.468,01	21.049,78
		331.962,59	230.975,81
		<b>52.291.344,56</b>	<b>43.740.636,61</b>

# Bilans aux 31 décembre 2002 et 2001

PASSIF	Notes	2002 EUR	2001 EUR
<b>Capitaux propres</b>			
• Dotations en capital	(3)	23.331.614,04	23.331.614,04
• Résultats reportés		-3.325.743,37	-3.094.767,56
		20.005.870,67	20.236.846,48
<b>Dettes</b>			
• Dettes envers des établissements de crédit	(4)	31.896.272,94	22.006.388,74
• Autres dettes		388.891,08	8.741,44
		32.285.164,02	22.015.130,18
<b>Comptes de régularisation</b>		309,87	1.488.658,95
		<b>52.291.344,56</b>	<b>43.740.635,61</b>



# Fonds de Rénovation de la Vieille Ville

PROFITS ET PERTES	Notes	2002 EUR	2001 EUR
<b><i>Produits d'exploitation</i></b>			
• Variation du stock d'immeubles en cours de rénovation	(7)	10.565.360,24	6.333.930,28
• Autres produits d'exploitation		6.624,62	9.136,71
		10.571.984,86	6.343.066,99
<b><i>Charges d'exploitation</i></b>			
• Autres charges externes	(8)	-10.824.784,55	-6.501.294,85
• Frais de pers. et org. de dir.	(9)	-75.317,24	-74.684,32
• Corr. de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	(5)	-3.241,36	-2.809,23
		-10.903.343,15	-6.578.788,40
<b><i>Résultat d'exploitation</i></b>		-331.358,29	-235.721,41
Intérêts et produits assimilés		321,42	536,64
Intérêts et charges assimilées		-953.098,76	-794.282,88
		-952.777,34	-793.746,24
<b><i>Résultat provenant des activités ordinaires</i></b>		-1.284.135,63	-1.029.467,65
Produits exceptionnels	(10)	952.173,57	799.682,32
Charges exceptionnelles		-0,53	-1.190,49
Résultat exceptionnel		952.173,04	798.491,83
Perte de l'exercice		<b>-331.962,59</b>	<b>-230.975,81</b>

## Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2002

### Note 1 – Généralités

Le Fonds de Rénovation de la Vieille Ville («le Fonds») est un établissement public institué par la loi du 29 juillet 1993. La mission du Fonds comprend principalement la restauration, la transformation, la construction ou l'adaptation d'immeubles qui lui ont été cédés dans cet objectif par l'Etat ainsi que l'aménagement des alentours. Le Fonds perçoit des loyers afférents aux seuls immeubles loués aux particuliers. Les opérations à réaliser par le Fonds sont reconnues d'utilité publique.

Le Fonds est exempt de tous droits, taxes et impôts au profit de l'Etat et des communes et aucune obligation ne lui est faite quant à la présentation de ses états financiers annuels.

Bien que la loi du 29 juillet 1993 instituant le Fonds ne prévoit pas la vérification des comptes annuels par un réviseur externe, le comité directeur du Fonds a jugé utile de soumettre à l'examen d'un réviseur d'entreprises les comptes annuels de 2002.

### Note 2 – Règles d'évaluation

Les principales règles d'évaluation appliquées par le Fonds peuvent être résumées comme suit:

#### 2.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les valeurs immobilisées sont portées à l'actif du bilan à leur prix de revient. Les amortissements

sont pratiqués sur base de la méthode linéaire aux taux généralement admis. Les principaux taux d'amortissement annuels sont les suivants:

#### 2.1.1. Immobilisations corporelles

– Licences informatiques 25%

#### 2.1.2. Immobilisations corporelles

– Autres installations, outillage et mobilier 10 à 20%

Le Musée National d'Histoire et d'Art, achevé au courant de l'année 2002, n'a pas subi d'amortissement en 2002 (voir Note 5).

#### 2.2. Stocks – Immeubles en cours de rénovation

Le stock des immeubles en cours de rénovation est valorisé à la valeur d'apport par l'Etat, correspondant à la valeur estimée à cette date par l'Administration des Bâtiments Publics, et pour les immeubles acquis à titre onéreux, à la valeur d'acquisition. Ce stock reprend indistinctement les immeubles destinés à la location et à la vente, l'affectation de ceux-ci n'intervenant qu'à l'achèvement du projet auquel ils se rapportent. Le stock comprend en plus de la valeur d'apport ou d'acquisition les coûts des rénovations effectuées.

### Note 3 – Dotations en capital

Conformément à la loi du 29 juillet 1993 portant création du Fonds, l'Etat a cédé au Fonds le 1<sup>er</sup> octobre 1994 quatre îlots d'immeubles désignés par la loi précitée, représentant une valeur déterminée par l'Administration des Bâtiments Publics à LUF 939.195.000,-. En date

du 24 juillet 2000 a été acquis par le Fonds de la part de l'Etat un immeuble d'une valeur de LUF 2.000.000,-, ce qui augmente la dotation en capital à LUF 941.195.000,- converti au 1<sup>er</sup> janvier 2002 au cours officiel de EUR = 40,3399 LUF.

#### Note 4 – Dettes envers des établissements de crédit

Ce poste représente une avance à terme de EUR 7.436.805,74, une ligne de crédit

de EUR 3.718.402,87 qui est entièrement utilisée à la date de clôture ainsi que des comptes courants à hauteur de EUR 20.741.064,33.

Conformément à la loi du 29 juillet 1993, ces dettes bénéficient de la garantie de l'Etat qui en assure les charges d'intérêts.

En conséquence, les charges d'intérêts supportées au cours de l'exercice sont refacturées à l'Etat et les revenus ainsi générés sont repris sous le poste «produits exceptionnels».

#### Note 5 – Mouvements de l'actif immobilisé

	Valeur brute 01.01.02 EUR	Corr. val. cumulée 01.01.02 EUR	Valeur nette 01.01.02 EUR	Acquisition 2002	Corr. Valeur de l'année EUR	Valeur nette 31.12.02 EUR
Immob. incorporelles						
– Lic. infor.	3.856,01	-3.856,01	0,00	0,00	0,00	0,00
Immob. corporelles						
– Autres installations, outillage et mobilier	30.826,62	-25.588,37	5.238,23	2.932,87	-3.241,36	4.929,74
– Musée National d'Histoire et d'Art	0,00	0,00	0,00	21.357.212,94	0,00	21.357.212,94
	<b>34.682,63</b>	<b>-29.444,38</b>	<b>5.238,23</b>	<b>21.360.145,81</b>	<b>-3.241,36</b>	<b>21.362.142,68</b>

Le Musée National d'Histoire et d'Art, ayant ouvert ses portes le 21 juin 2002, a été transféré de la rubrique bilantaire Stocks-Immeubles en cours de rénovation à l'Actif Immobilisé. Aucun

amortissement n'a été enregistré au courant de l'exercice. Le Musée est destiné à être repris par l'Etat luxembourgeois lors de l'achèvement complet de l'objet du Fonds.

## **Note 6 – Stocks - Immeubles en cours de rénovation**

Ce montant représente le stock d'immeubles cédés par l'Etat ainsi que celui acquis par le Fonds, que celui-ci a pour mission de restaurer, transformer ou adapter et qui est actuellement en cours de rénovation.

Au courant de 2002, le Fonds a réalisé une partie des immeubles destinés à la revente. Le prix réalisé lors de la vente a été diminué directement de la valeur des stocks sans qu'une plus- ou moins-value n'ait été enregistrée au compte de résultat. Cela sera le cas après achèvement et réalisation définitive de l'ensemble des immeubles destinés à la revente.

## **Note 7 – Variation du stock d'immeubles en cours de rénovation**

Ce poste représente les mouvements sur stocks résultant de l'enregistrement à l'actif du bilan des frais de rénovation au courant de l'année 2002.

## **Note 8 – Autres charges externes**

Ce poste est essentiellement composé de frais liés à la rénovation des bâtiments.

## **Note 9 – Rémunérations allouées aux membres des organes de direction**

Le montant des rémunérations allouées aux membres des organes de direction s'est élevé pour l'exercice à EUR 25.314,23.

## **Note 10 – Produits exceptionnels**

Ce poste est représenté essentiellement par les intérêts débiteurs mis en charge par les banques et remboursés au Fonds par l'Etat.

## **Note 11 – Impôts et taxes**

Conformément à la loi du 29 juillet 1993, le Fonds est exempt de tous droits, taxes et impôts généralement quelconques au profit de l'Etat et de la Ville.

## **Note 12 – Immeubles occupés par l'Etat à titre gratuit**

Les immeubles destinés à la location sont partiellement occupés par différentes administrations de l'Etat luxembourgeois. Ils ne produisent pas de revenus de location pour le Fonds, entraînant par conséquent une moins-value. Ce point reste d'actualité d'autant plus que le Fonds réalise chaque année des pertes significatives suite à des charges d'exploitation non imputables sur la valeur du stock immeubles.



## Crédits photos et documents graphiques

*Nathalie Jacoby:*

Couverture et p. 30, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 41

*FRVV:*

p. 2, 6, 7, 11, 18, 54, 57, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67,  
68, 69, 70, 71, 74, 76, 77, 78, 79, 81, 83, 85, 86, 87

*Arlette Schneides, architecte:*

p. 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15, 17, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27

*MNHA:*

p. 31, 77

*Christian Bauer et associés, architectes:*

p. 29, 42, 43

*Alain Leer, architecte:*

p. 44, 45

*Arco architecture company:*

p. 46-47, 48, 52

*Christof Weber:*

p. 58, 59, 60, 72

*Administration des Travaux Publics:*

p. 70, 73

*Archives de Simancas (E. Valladolid):*

p. 73

*Luxemburger Wort:*

p. 74-75

*Archives générales de Bruxelles:*

p. 76

*Administration du Cadastre:*

p. 78 (croquis d'arpentage de 1880)

*Archives nationales de Luxembourg:*

p. 78 (plan de 1876, TP forteresse n° 455),  
79 (H 378/10), 82 (TP 465)

*Photothèque de la Ville de Luxembourg:*

p. 79

*VDL:*

p. 80

*Remerciements pour leur aide précieuse à:*

Administration du Cadastre, Archives nationales,  
Services de la Ville de Luxembourg, MNHA et  
SSMN

## Les publications du Fonds de Rénovation

Rapport d'activité 1994

Rapport d'activité 1995 (épuisé)

Rapport d'activité 1996

Rapport d'activité 1997

Rapport d'activité 1998

Rapport d'activité 1999

Rapport d'activité 2000

Rapport d'activité 2001

Restructuration d'un îlot au Marché-aux-Poissons, deux concours d'architectes,  
éd. FRVV, 1998, ISBN 2-919897-48-9, 22,31 euros. A commander auprès du  
Fonds de Rénovation de la Vieille Ville, 9b, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg,  
tél.: 22 39 36 ou par e-mail: [vville@pt.lu](mailto:vville@pt.lu)  
Site web: [www.vieilleville.lu](http://www.vieilleville.lu)

De Fëschmaart, Description, éd. FRVV-Editions Le Phare, 2002, ISBN 2-9599961-1-9,  
49 euros. A commander auprès des Editions Le Phare, Madame Chantal Rossi,  
44 rue du Canal, L-4050 Esch/Alzette ou disponible en librairie